

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1919.

Projet de loi relatif à la résolution de certains contrats conclus avant la guerre ⁽¹⁾

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HANSSENS.

MESSIEURS,

Il serait assurément superflu d'insister sur les données de fait qui sont à la base du projet soumis aux délibérations de la Chambre.

Au moment où la guerre a surpris la Belgique dans le plein épanouissement de sa prospérité industrielle et commerciale, de nombreux contrats conclus eu égard aux besoins et aux moyens économiques du moment, étaient en cours d'exécution. L'exécution d'autres contrats conclus eu égard aux besoins et aux moyens économiques présumés d'un avenir plus ou moins prochain, et devant obliger les parties soit à des prestations périodiques soit à une ou plusieurs prestations simplement différées, n'avait pas encore commencé.

La guerre et les mesures prohibitives bientôt prises par l'occupant en dépit de certaines déclarations rassurantes faites au début, ont tout arrêté. L'entrée des matières premières a été interdite ou rendue impossible ; les transports ont été empêchés ; les ouvriers ont été déportés ; les usines ont été détruites ou fermées.

Lorsqu'après quatre ans et trois mois d'occupation, de luttes poursuivies de la manière la plus outrancière, tant sur mer que sur terre, dans la majeure partie du monde, l'armistice a mis fin aux hostilités et à l'occupation

(1) Projet de loi n° 159.

(2) La section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Braun, Wauwermans, Brunet, Mabille, De Ponthière, Hanssens.

du Pays par l'ennemi, les conditions de la vie économique des peuples et des hommes sont demeurées complètement, et peut-être définitivement, bouleversées. La destruction ou l'immobilisation des centres de production, l'anéantissement ou l'épuisement des stocks, la pénurie des moyens de transport, la nécessité de reconstituer les usines et les outillages, un surenchérissement inouï du coût de la main-d'œuvre, ont déterminé une hausse à ce point considérable du coût ou prix de revient des produits, fournitures ou travaux, que l'exécution des prestations imposées par les contrats d'avant-guerre, aux prix fixés par ceux-ci, ne pourrait plus se faire sans infliger aux débiteurs des pertes dépassant le maximum de celles dont ils ont pu prévoir l'éventualité en traitant, pouvant excéder leurs forces, déterminer leur ruine et, par celle-ci, l'anéantissement de facteurs utiles à la reconstitution du Pays.

Et l'admission d'un pareil état de choses se justifierait d'autant moins que cette hausse considérable du coût ou prix de revient des produits, fournitures ou travaux, étant générale, a déterminé une majoration correspondante de leur valeur commerciale effective; que dès lors laisser aux créanciers le droit de les exiger aux prix des contrats, serait leur assurer un bénéfice exorbitant qu'ils n'ont pas plus escompté que leurs débiteurs n'ont accepté l'éventualité de la perte dont ce bénéfice serait la contre-partie; ce serait leur permettre de tirer un profit anormal, à la faveur de la guerre, des sacrifices extraordinaires imposés par celle-ci à leurs débiteurs, alors qu'il est dans l'ordre et la justice des choses que les citoyens d'un pays supportent également les conséquences du mal commun qu'est la guerre, qu'il répugnerait à la raison comme à l'équité la plus élémentaire, que ce mal commun pût procurer aux uns le moyen de s'enrichir au détriment des autres.

La guerre est indiscutablement, au regard de ceux qui en subissent la survenance et les effets, un événement de force majeure. — En droit, la circonstance qu'un événement de force majeure a déterminé une majoration excessive du prix de revient d'une prestation et a mis en conséquence celui qui s'est obligé à la fournir à un certain prix, dans l'impossibilité de le faire sans subir une perte plus ou moins considérable, voire même sans se ruiner, ne suffit pas, par elle-même, pour délier cette partie de son engagement, pas plus qu'elle ne l'autorise à réclamer une augmentation de prix : « Les conventions » légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne » peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel... » dispose l'article 1134, §§ 1 et 2 du code civil. — Le seul effet légal possible de la force majeure est déterminé par les articles 1147, 1148, 1138 et 1302 du code civil. Il consiste à exonérer le débiteur de toute responsabilité du chef de l'inexécution de son obligation, lorsque cette force majeure a fait *absolument* obstacle à l'exécution de cette même obligation. La circonstance qu'elle n'aurait rendu cette exécution que plus difficile ou plus onéreuse, voire même beaucoup plus difficile ou beaucoup plus onéreuse, ne suffit pas. Il y a là, en thèse générale, un aléa défavorable dont le débiteur doit être réputé avoir accepté le risque et qu'il doit par conséquent supporter, tout comme il lui

appartiendrait de profiter de l'aléa favorable à résulter de ce que, par l'effet d'autres circonstances, l'exécution de son obligation serait devenue moins difficile ou moins onéreuse. — C'est la donnée dont procède l'article 1793 du code civil, qui porte que « lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est » chargé de la construction à forfait d'un bâtiment... il ne peut demander » aucune augmentation de prix... sous prétexte d'augmentation de la main- » d'œuvre ou des matériaux. » — Il n'était donc pas possible de faire résulter de l'application des prescriptions organiques de la force majeure et de ses effets, la solution que comportait en l'occurrence la sauvegarde des intérêts économiques du pays en même temps que celle des intérêts légitimes d'une catégorie importante de citoyens.

Mais l'article 1163 du code civil dispose que « quelque généraux que » soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne com- » prend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé » de contracter. » L'article 1156 porte qu'« on doit dans les conventions » rechercher quelle a été la commune intention des parties plutôt que de » s'arrêter au sens littéral des termes. » L'article 1134, § 5, constate que « les conventions doivent s'exécuter de bonne foi », ce qui revient à dire que le juge peut s'écarter de la solution dictée par la lettre d'une convention, lorsque cette solution aboutirait à des conséquences telles que si les parties les avaient prévues en traitant, elles n'auraient pas manqué de les exclure.

Ces dispositions générales dérivent d'une règle fondamentale plus générale encore qui tient à l'essence de la convention, au fait que celle-ci ne peut se concevoir que comme le résultat du concours parfait des volontés des parties qu'elle lie, et qui veut qu'en matière contractuelle on ne puisse être obligé que par son consentement, et par conséquent aux fins couvertes par ce consentement.

Et il paraît difficile de contester que cette règle fondamentale, essentielle, doive permettre à la partie qui s'est engagée à une fin déterminée, de repousser la charge de risques ou aléas extraordinaires susceptibles d'altérer complètement l'économie du contrat dont dépend son obligation, dès le moment où il doit être tenu pour acquis qu'elle n'a pas pu les prévoir lorsqu'elle a traité. Car il n'est pas possible de vouloir ce qui échappe à la prévision et par conséquent à la pensée. — C'est de cette donnée que procède l'article 1150 du Code civil, aux termes duquel « le débiteur n'est tenu que » des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du » contrat, lorsque ce n'est point pour son dol que l'obligation n'est point » exécutée. » — C'est de cette donnée que procède également l'article 1773 qui, visant le cas d'une stipulation par laquelle le fermier a assumé la charge des cas fortuits pouvant amener la destruction de ses récoltes, dispose que « cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, » feu du ciel, gelée ou coulure; » mais qu'« elle ne s'entend point des cas » fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre ou une inonda- » tion auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur » n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus », disposition

que le tribun Jaubert a expliquée à la séance du Corps législatif du 16 Ventôse an XII (Locat, t. 7, p. 213) en disant : « Un fermier assume sur lui les » cas fortuits ordinaires tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure. Certes, » il ne serait pas juste d'étendre son obligation aux cas fortuits extraordinaires *qui n'ont pas dû entrer dans sa pensée*, tels que les ravages de la » guerre ou une inondation auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet. » — C'est encore à la même donnée que se rattache l'article 19 de la loi du 11 juin 1874 sur les assurances, portant que « l'assurance ne comprend ni » les risques de guerre ni les pertes ou dommages occasionnés par émeutes, » sauf convention contraire. » — Et la jurisprudence en a fait plus d'une fois application en matière d'entreprise de travaux publics ou privés, en jugeant qu'un contrat d'entreprise à forfait ne peut obliger l'entrepreneur à supporter la charge de risques, de travaux ou de prestations extraordinaires qu'il n'a pas pu prévoir et auxquels il n'a, par conséquent, pas pu vouloir se soumettre en traitant : « Attendu qu'aux termes de l'article 1163 du Code civil, » quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est » conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les » parties se sont proposé de contracter », lit-on notamment dans un arrêt de la Cour de Liège du 12 février 1868 (B. J., 1871, 230); « que cette règle, » fondée non seulement sur l'équité, mais sur la raison même qui veut que » sans la volonté il n'y ait pas de convention, doit s'appliquer aux contrats » à forfait comme à tous les autres contrats; qu'à moins d'une clause formelle contraire, le forfait ne soumet l'entrepreneur qu'aux chances et » éventualités qui peuvent se rencontrer dans l'exécution des ouvrages et sur » lesquelles les parties ont entendu contracter; d'où il suit que dans l'espèce » où nulle clause de ce genre ne résulte de la teneur des actes, la convention » intervenue n'a point porté sur des ouvrages de maçonnerie dont personne » ne soupçonnait l'existence et que l'ingénieur du gouvernement déclare » être restées en dehors de toutes prévisions ». (Conf. Liège, 6 mars 1883, *Pas.* 1884, II, 23. — Liège, 22 février 1896. B. J., 418. — Liège, 20 juillet 1901. *Pas.* 1902, II, 71. — Bruxelles, 23 juin 1902. B. J. 1902, 1545. — Arlon, 7 décembre 1904. *Pand. Per.* 1903, 611. — Cassation française, 25 juin 1873. D. P. 1874, I, 329. — Cassation française, 20 avril 1874. D. P. 1874, I, 529. — Conseil d'état de France, 20 mai 1904, 5 février 1905, 29 juillet 1909, 26 juin 1912, 1^{er} août 1914. *Gaz. des Trib.* 1916, nos 76, 77 et 78).

Or il est bien certain que la guerre que nous avons subie constitue, sinon par sa survenance, du moins par son caractère mondial, par sa durée, par les conséquences économiques inouïes qu'elle a entraînées, un risque absolument extraordinaire qui a dû échapper aux prévisions de ceux qui ont traité avant qu'il se fût produit.

Les fabricants, les négociants, les entrepreneurs, les concessionnaires de travaux ou de services publics, ni leurs co-contractants, n'ont pu prévoir lorsqu'ils ont contracté et fixé les conditions de leurs engagements réciproques, qu'avant que ces engagements auraient reçu leur complète exécution, la plus effroyable des guerres s'étendrait à la majeure partie du monde,

durerait plus de quatre années, se poursuivrait tant sur mer que sur terre de la manière la plus éhontée, dans les conditions les plus contraires aux règles les plus élémentaires du droit des gens, en dépit des traités internationaux conclus entre toutes les puissances. Ils n'ont pas pu s'attendre à ce que l'un des belligérants poussât la méconnaissance de la parole donnée jusqu'à l'anéantissement concerté des usines et des outillages, la destruction systématique des moyens de transport. Ils n'ont pas pu penser que la dette des principales nations du monde atteindrait les montants formidables auxquels elle s'élève aujourd'hui, et grèverait lourdement les principales sources de production. Ils n'ont pas pu croire que les ravages de la guerre, l'application de toutes les activités à sa préparation, les troubles sociaux qu'elle a déterminés dans plusieurs contrées, la perte de millions de vies humaines, — tariraient ou diminueraient considérablement la productivité de la plupart des nations. Ils n'ont pas pu soupçonner que ces différents facteurs et bien d'autres, provoqueraient pour longtemps, sinon pour toujours, le surenchérissement véritablement effrayant qui a atteint toutes les choses, toutes les prestations nécessaires à la restauration et au développement de la vie économique.

L'énormité des conséquences d'une pareille calamité, l'impossibilité absolue qu'il devait y avoir d'en trouver la compensation dans des aléas favorables, comme de les concilier avec une exploitation utile et raisonnable de l'industrie telle qu'elle se poursuivait avant la guerre, emportent à elles seules la preuve de ce que l'industriel n'a pas pu vouloir en accepter la charge.

Et il est dès lors de bonne justice de dire qu'un contrat conclu pour une situation normale, sous la prévision de risques ordinaires, ne peut pas continuer à lier les parties après la survenance d'un état de choses s'écartant aussi complètement de cette prévision, ayant bouleversé aussi complètement les bases de l'activité économique, et constituant lui-même par rapport aux données ayant dominé la conclusion de la convention, un risque aussi exorbitant et imprévu qu'est celui que nous subissons et que nous subirons vraisemblablement encore pendant de longs mois, voire même pendant de longues années !

Le Conseil d'État de France s'est fondé sur de pareilles considérations pour juger que des compagnies d'éclairage public ne pouvaient être tenues d'assurer aux conditions fixées par les contrats de concession, le fonctionnement du service dont elles avaient assumé la charge, aussi longtemps que durerait la situation anormale déterminée par la guerre : « Considérant que par » suite de l'occupation par l'ennemi de la plus grande partie des régions » productrices de charbon dans l'Europe continentale, de la difficulté de » plus en plus considérable des transports par mer à raison tant de la réqui- » sition des navires que du caractère et de la durée de la guerre mondiale, » la hausse survenue au cours de la guerre actuelle dans le prix du charbon » qui est la matière première de la fabrication du gaz, s'est trouvée atteindre » une proportion telle que non seulement elle a un caractère exceptionnel » dans le sens habituellement donné à ce terme, mais qu'elle entraîne dans

» le coût de la fabrication du gaz une augmentation qui, dans une mesure
» déjouant tous les calculs, dépasse certainement les limites extrêmes des
» majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation
» du contrat de concession ; que, par suite du concours des circonstances
» ci-dessous indiquées, l'économie du contrat se trouve absolument boule-
» versée ; que la Compagnie du Gaz est donc fondée à soutenir qu'elle ne
» peut être tenue d'assurer aux seules conditions prévues à l'origine le fonc-
» tionnement du service, tant que durera la situation anormale ci-dessus
» rappelée », — jugeait-il déjà le 30 mars 1916, en cause de la Compagnie
générale d'Éclairage de Bordeaux contre la ville de Bordeaux. (*Gaz. Trib.*
1916, n° 76, 77 et 78. — Conf. les décisions rendues le 21 février 1919 en
cause de la Compagnie nouvelle d'Éclairage et de Chauffage par le gaz contre
la ville de Libourne et en cause de Houdry contre l'État, le 28 février 1919,
en cause de la ville de Cholet contre la ville de Lagny, et le 11 avril 1919,
en cause de la ville d'Auxerre contre la Compagnie française d'Éclairage et
de Chauffage par le gaz.)

Et la Cour d'appel de Liège a solutionné de la même façon des litiges ana-
logues, par ses arrêts des 2 janvier et 14 février 1917. (*Pas.* 1917, II, 136
et 63.)

L'importance des intérêts engagés, leur nature, la circonstance qu'ils sont
en connexion étroite avec la restauration économique du pays, font tou-
tefois obstacle à ce que l'on puisse se contenter, pour leur sauvegarde, de la
consécration de ces données de droit commun par la jurisprudence.

La jurisprudence n'est pas encore suffisamment fixée à cet égard.

La théorie qu'il s'agit d'appliquer — la théorie de l'imprévision — est
nouvelle et heurte certaines idées, certains préjugés. La controverse est
encore possible. La question est principalement de fait ; elle échappe donc à
la compétence de la Cour de cassation ; il n'est dès lors pas possible d'assurer,
à l'intervention de celle-ci, l'unité et l'égalité de traitement entre tous les
justiciables. L'application de la théorie de l'imprévision envisagée en elle-
même, avec les seuls effets que la loi commune permet de lui assigner, ne
permet d'aboutir qu'à l'inapplicabilité et à la suspension ou la résiliation du
contrat ; elle ne permet pas, en conséquence, dans bien des cas, de satisfaire
à des nécessités économiques impérieuses et aux exigences de l'équité.

L'intervention du législateur s'imposait à ces différents points de vue, et
c'est à l'effet de la réaliser que le Gouvernement a soumis à la Chambre le
projet de loi sur lequel elle va être appelée à se prononcer.

Le système du projet est formulé par l'article 1^{er} ainsi conçu :

« Indépendamment des causes de résolution prévues par la loi, le juge
» peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résolution des
» contrats ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef de
» l'une des parties, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914 et qui obligent

» à des prestations successives ou simplement différées. s'il est établi qu'en
 » raison de la guerre, l'exécution de ces contrats au temps convenu, entraî-
 » nera pour les parties ou pour l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient
 » normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Cette
 » résolution est prononcée soit purement et simplement, soit à des condi-
 » tions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat, de
 » l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution
 » pour chacune des parties. »

a) Le texte proposé qui s'inspire très directement de l'article 2 de la loi française du 21 janvier 1918, réserve donc expressément pour commencer, les différentes causes de résolution établies par le droit commun. Tels par exemple le droit pour chacune des parties de poursuivre l'application d'une condition résolutoire expresse ou de la condition résolutoire tacite établie par l'article 1184 du Code civil pour le cas d'inexécution des obligations du contractant, — le droit pour le vendeur de denrées ou d'effets mobiliers de faire constater la résolution du marché pour défaut de retirement dans le temps convenu, en vertu de l'article 1657, — le droit pour le maître de résilier par sa seule volonté le marché à forfait quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise, en vertu de l'article 1794, — la dissolution du contrat de louage d'ouvrage par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur, prescrite par l'article 1798... Et à ces causes de résolution établies par la loi, réservées expressément par le projet, il faut évidemment ajouter celles qu'une jurisprudence unanime à déduite de la volonté présumée des parties et qui consiste en la seule échéance du terme fixé pour la livraison, dans tous les cas où il s'agit d'un marché portant sur des marchandises sujettes à fluctuations, la résolution opérant en ces cas au profit de l'acheteur aussi bien qu'au profit du vendeur, contrairement à celle qui opère au profit exclusif du vendeur, en vertu de l'article 1657, pour les ventes de denrées et effets mobiliers quelconques.

b) La disposition nouvelle s'appliquera aux contrats des catégories visées *ayant un caractère commercial ne fût-ce que dans le chef de l'une des parties*. Elle régirait donc, à ce point de vue, les contrats de concession ayant un caractère commercial dans le chef des concessionnaires, — les contrats d'emploi ayant un caractère commercial dans le chef de l'employeur... Et comme c'est le caractère commercial du contrat considéré en lui-même et non la qualité de commerçant de la partie qui doit être pris en considération, elle régira également les ventes de produits du sol faites à un non-commerçant, dans le cas où il sera avéré que celui-ci aura acheté pour revendre. (Art. 2 de la loi du 15 décembre 1872). — Mais elle ne régira pas les contrats ayant un caractère civil dans le chef de tous les contractants.

L'inapplicabilité de la loi aux contrats civils se justifie, pour les baux à loyer, par la circonstance qu'ils ont fait l'objet d'une loi particulière. Elle se justifie pour les baux à ferme par la considération qu'ils ne peuvent

entraîner pour aucune des parties, par suite de la guerre, des charges qui ne pouvaient être normalement prévues au moment de la conclusion du contrat. De même pour les ventes d'immeubles.

Quant aux ventes d'objets mobiliers ayant un caractère civil dans le chef des deux parties, telles que les ventes de fruits, de denrées, de charbons, de minerais, faites directement par les cultivateurs, charbonnages et exploitants de minières au consommateur, l'intervention du législateur en ce qui les concerne ne présenterait guère d'utilité. La conclusion, au profit de non commerçants, de contrats à livrer portant sur des choses de cette nature, est en effet excessivement rare; et s'il en est dont la guerre a paralysé l'exécution, ils seront tombés par le seul effet de l'échéance du terme assigné à la délivrance ou au retraitement, en vertu de l'article 1657 du code civil ou de la jurisprudence attribuant un caractère fatal au terme attaché à la fourniture des produits ou marchandises sujettes à fluctuations.

On ne concevrait pas, au contraire, qu'il fût fait une différence entre les louages d'ouvrage (contrat de travail, contrat d'emploi, etc.), à durée déterminée qui auraient survécu à la guerre, selon qu'ils auraient été conclus par un ouvrier ou un employé avec un commerçant, ou selon qu'ils l'auraient été avec un charbonnier ou un agriculteur, — si comme le suppose le projet et contrairement à ce qu'a admis la loi française, le bénéfice de la loi devait être étendu aux contrats de cette nature dès le moment où ils auraient un caractère commercial dans le chef de l'une des parties. Mais, ainsi qu'il sera dit et expliqué ci-après, la Section centrale a cru devoir donner la préférence à cet égard au système consacré par la loi française sur celui proposé par le Gouvernement.

c) Les contrats soumis à la loi sous la condition qui vient d'être indiquée, seront tous les contrats *qui obligent à des prestations périodiques ou simplement différées*.

Cette formule, plus concise que celle figurant dans la loi française et visant les marchés et contrats *qui comportent soit des livraisons de marchandises ou denrées, soit d'autres prestations successives ou seulement différées*, est comme celle-ci, extraordinairement large.

Elle couvre tous les contrats n'ayant pas reçu leur exécution complète, qu'il n'y ait qu'une prestation à fournir ou qu'il y en ait plusieurs, que la prestation restant à fournir ait été stipulée seule ou qu'elle soit le complément de plusieurs prestations successives. Il ne pouvait, en effet, y avoir aucun motif de distinguer à cet égard. Les raisons de décider étaient identiques; les charges inhérentes à l'exécution d'une prestation isolée peuvent bien excéder le maximum des prévisions possibles et être de nature à ruiner le débiteur, que celles qui se rattachent à l'accomplissement de deux, trois, quatre, cinq prestations successives.

La formule vise, d'autre part, toutes les prestations généralement quelconques, les prestations de faire comme les prestations de donner et, parmi les prestations de faire, celles comportant la fourniture de services ou travaux comme celles comportant la fourniture de choses fongibles, telles que

denrées et marchandises. Elle vise donc *a priori* les contrats de travail ou d'emploi ayant pu survivre à la guerre.

L'exécution du contrat de travail ou d'emploi peut assurément entraîner pour le bailleur de services, en suite de la guerre, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Car, il semble bien que l'on doive voir une charge nouvelle du travail promis dans la majoration du coût de la vie auquel il s'agit pour l'ouvrier ou l'employé de pourvoir au moyen de ce travail, dans la plus-value acquise par le travail, ensuite du surenchérissement général de la main-d'œuvre et des autres prestations analogues.

Mais il n'arrivera que très exceptionnellement que des contrats de cette nature conclus soit avant la guerre soit à son début, soient encore en force, ou qu'à l'égard de ceux qui auraient survécu, les intéressés ne puissent pas trouver dans le droit commun le moyen de les faire tomber. Ces contrats sont le plus souvent conclus sans durée déterminée; il appartient donc à chacune des parties d'y mettre fin en tout temps en donnant le préavis d'usage. Parmi les contrats à durée déterminée, il en est un grand nombre dont le terme est venu à échéance pendant la guerre. L'interruption de force majeure résultant de la suspension générale des affaires aura mis fin à quantité d'autres (argt. articles 16 et 28 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail). Quant aux contrats dont le terme ne sera pas venu à échéance et dont l'exécution aura continué pendant la guerre, il pourra se faire que cette exécution poursuivie sans réserve ait emporté acceptation du contrat malgré la survenance de la guerre et de ses conséquences. En fait, les patrons auront généralement intérêt à majorer spontanément, en dépit de toute convention contraire, le taux du salaire dû au bailleur de services, à l'effet de stimuler son zèle et d'améliorer son travail; l'employé pourra l'y amener par la menace d'une rupture dont la responsabilité lui incombera assurément, mais aux suites de laquelle il lui sera toujours facile d'échapper. Les contrats d'emploi à long terme contiennent souvent des engagements accessoires destinés à empêcher la concurrence éventuelle de l'employé et que la résiliation du contrat ferait tomber inopinément. La collaboration de tel gérant, de tel directeur, de tel chef de service, est parfois indispensable au succès de l'entreprise à laquelle il est attaché; le droit de provoquer la résiliation de son contrat avant terme lui permettrait d'imposer des conditions excessives à son employeur, sous la menace de le quitter et peut-être de le ruiner.

C'est apparemment pour ces raisons que l'article 71 de la loi française dispose que celle-ci n'est pas applicable *aux contrats de louage d'ouvrage*.

La Section centrale a estimé qu'il convenait d'introduire une disposition analogue dans le projet, sauf à substituer l'appellation de *contrats de louage de services* à celle de *contrats de louage d'ouvrage*. L'appellation *louage d'ouvrage* a en effet, dans la terminologie du Code civil, une acception extraordinairement large. Elle s'applique aux contrats de transport et aux contrats d'entreprise aussi bien qu'aux contrats d'emploi, aux contrats de travail, au louage de domestiques. (Voyez à cet égard les articles 1779

ss. C. c.) Et les contrats d'entreprise et certains contrats relatifs au transport sont de ceux pour lesquels les données qui sont à la base du projet, sont particulièrement de mise.

La loi française a également soustrait à son application *les opérations effectuées dans les bourses de valeurs*. Cette disposition doit être mise en rapport avec les prescriptions de la législation française organique des opérations de bourse et validant certains marchés à terme que la jurisprudence belge fait tomber sous l'application de l'article 1965 du Code civil et qu'elle tient en conséquence pour illicites.

Il n'a pas paru à la Section centrale qu'il y eût lieu, sous l'empire de notre législation, de soustraire à la règle commune les ventes de valeurs à terme ne présentant pas le caractère du jeu et par conséquent licites. Les cas dans lesquels l'exécution de pareils marchés entraînerait pour les parties ou l'une d'elles des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat, seront au demeurant très exceptionnels.

d) Le projet ne concerne que les contrats *qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914* — cela à l'exemple de la loi française. Mais il admet par une disposition spéciale, (art. 2) que *la demande de résolution ne peut être écartée par le seul motif qu'entre le 1^{er} août 1914 et la publication de la présente loi, les parties auraient, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement, par elles ou par l'une d'elles*. — On lit à cet égard dans l'exposé des motifs : « En ce qui concerne » la date, le Gouvernement estime que si, en contractant dès les premiers » mois de la guerre, les parties n'ont peut-être pas prévu l'étendue de la » répercussion ultérieure des événements sur la vie économique, il n'en est » pas moins vrai que la gravité et la violence de la lutte engagée permet- » taient alors cette prévision. On n'est donc pas en droit d'assimiler les » conventions conclues pendant la guerre à celles qui le furent auparavant. » Mais ces raisons sont sans application au cas où les parties, par une con- » vention nouvelle souscrite au cours de la guerre, auraient modifié les » stipulations d'un engagement contracté antérieurement à l'ouverture des » hostilités. Aussi le projet n'exclut-il point, dans ce cas, la possibilité de » faire prononcer la résolution. »

Ces dispositions tendent donc non seulement à mettre hors la loi nouvelle, mais encore à soustraire à l'application de la théorie de l'imprévision en tant qu'elle peut justifier par le droit commun, tous les contrats nouveaux conclus après le 1^{er} août 1914, quelles que soient leur date et les conditions dans lesquelles il ont pu être consentis.

La Section centrale a estimé ne pas pouvoir se rallier à ce système.

Sans doute, les parties qui ont conclu un contrat après la survenance de la guerre ont connu et accepté le risque de celle-ci; elles ont dû prévoir qu'elle influencerait l'exécution de leurs prestations. Sans doute, l'erreur qu'un contractant peut commettre au sujet des conséquences d'un risque ne suffit pas, en thèse générale, pour invalider les engagements qu'il a pris sous la prévision de ce risque. A celui qui a commis l'erreur à ses dépens

à supporter la perte, comme il recueillerait le profit de l'erreur contraire commise par son co-contractant. C'est là le propre de toute spéculation, et la spéculation est à la base du commerce.

Mais la guerre que nous avons subie pendant plus de quatre ans a présenté, au point de vue de ses conséquences comme du choix des moyens employés par l'envahisseur pour la poursuivre, de telles surprises, elle a été à ce point fertile en excès inouïs dépassant tout ce que l'imagination la plus pessimiste avait jamais pu concevoir, que certaines des conséquences économiques qu'elle a entraînées ont fort bien pu dépasser le maximum de ce qu'il était possible de prévoir pendant les premiers mois de la guerre; et on ne voit pas dès lors ni logiquement, ni équitablement, la possibilité d'écarter, quant à ce surcroît de charges, l'application de la théorie de l'imprévision, plus qu'on ne l'exclut pour les marchés conclus quelques mois ou quelques semaines auparavant, avant le 1^{er} août 1914.

C'est ainsi qu'il peut être absolument légitime d'accorder le bénéfice de la théorie de l'imprévision, et par suite du droit reconnu sur la base de cette théorie par le projet, à la partie qui a traité pendant les premières semaines de la guerre, alors que nul ne pouvait prévoir ni la durée de celle-ci, ni son caractère outrancier, ni l'épuisement des ressources économiques de la plupart des pays du monde. C'est ainsi également qu'il serait excessif de contraindre une partie à l'exécution d'un marché dont elle aurait escompté la fourniture à bref délai, avant que la situation économique du pays se fût sensiblement modifiée, sous la foi de la garantie donnée quant à la liberté des transactions par les premières proclamations de l'occupant, mais auquel elle aurait été inopinément empêchée de donner suite, en raison d'une interdiction de l'autorité allemande, de la saisie de ses matières premières, de la destruction de son usine ou de son outillage, de la déportation de ses ouvriers.

Il n'existe pas à cet égard de motif de faire une différence entre les marchés nouveaux conclus après le 1^{er} août 1914, et les conventions nouvelles modificatives d'engagements antérieurs, consentis entre le 1^{er} août 1914 et la publication de la loi, pour lesquelles le projet dispose que leur existence ne peut suffire pour faire écarter la demande de résiliation de la convention primitive.

Ce sont là toutes questions d'espèce pour la solution desquelles le juge compétent aura à rechercher, par application de la loi, comme il devrait le faire par application des données empruntées au droit commun par la théorie de l'imprévision, dans le cas où la loi n'interviendrait pas, — s'il y a eu survenance de charges nouvelles ayant dépassé sensiblement celles auxquelles les parties ont pu s'attendre au moment où elles ont traité, — étant comme de juste entendu que pour les contrats conclus avant le 1^{er} août 1914, mais modifiés après cette date, comme pour les contrats conclus postérieurement au 1^{er} août 1914, l'accroissement de charges dont il devra être tenu compte dans cet ordre d'idées sera exclusivement celui qui se sera produit depuis la conclusion du dernier accord.

Aussi, la Section centrale a-t-elle cru devoir amender à cet égard le projet

du Gouvernement, en s'attachant à faire apparaître dans les textes qu'elle propose, le pouvoir d'appréciation au juge relativement aux conventions modificatives de contrats d'avant-guerre, plus nettement que ne le fait l'article 2 du projet.

Elle propose : 1°, d'étendre l'application de la loi nouvelle aux contrats conclus avant le 1^{er} avril 1917, époque à laquelle nul ne pouvait plus se faire illusion sur la durée de la guerre et sur le caractère désastreux de ses conséquences économiques; 2°, de subordonner la résiliation des contrats conclus avant le 1^{er} avril 1917, mais qui auraient fait l'objet d'une convention modificative ultérieure, à la double condition que la convention modificative soit antérieure au 1^{er} avril 1917, et que l'exécution du marché ait entraîné pour les parties ou pour l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion de la convention modificative.

La date du 1^{er} avril 1917 correspond, dans la pensée de la Section centrale, au moment auquel l'éclosion de la guerre sous-marine à outrance a porté à leur limite le plus extrême les causes qui ont influencé les conséquences économiques de la guerre.

f) Le droit que le Gouvernement propose de reconnaître *aux parties*, dans le cas d'une convention ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef de l'une d'elles, et conclue avant le 1^{er} août 1914, porterait sur la *résolution* du contrat.

Il va de soi que ce ne sera qu'à la partie obligée à la prestation dont l'exécution entraînerait des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat, qu'appartiendra le droit dont il s'agit. Son co-contractant ne sera pas fondé à l'exercer, à défaut de pouvoir se réclamer de la cause qui le justifie.

Quant à l'objet de ce droit, il est permis de critiquer le terme employé pour le qualifier. Juridiquement, la *résolution* d'un contrat ne peut guère se concevoir que comme l'effet de l'accomplissement d'une condition résolutoire expresse ou tacite; et il ne peut être question de rien de semblable dans l'espèce. Normalement, la résolution opère avec effet rétroactif, *ex tunc*, (voy. art. 1183 c. c.); elle met en conséquence les choses au même état que si la convention n'avait jamais existé; elle oblige, par le fait, chacune des parties à restituer ce qu'elle a pu recevoir en suite du contrat. Ce n'est jamais d'une résolution de cette nature mais d'une résolution n'opérant que pour l'avenir, *ex nunc*, qu'il pourrait être question ici. — Le terme *résiliation*, qui n'évoque pas l'idée d'une condition et qui ne prête à aucune équivoque quant au moment à partir duquel l'entité opère, conviendrait dès lors mieux pour exprimer ce qu'ont voulu les auteurs du projet.

Au fond, le projet ne reconnaît au juge que le droit de prononcer la résiliation du contrat sauf à la soumettre le cas échéant à des conditions qu'il détermine en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties. Il ne lui reconnaît pas plus spécialement le droit de *prononcer la suspension du contrat pendant un délai qu'il détermine*, ainsi que le fait la

loi française. Il ne lui reconnaît pas celui de réviser le contrat, de majorer les prix fixés, par exemple, ce que la loi française n'autorise pas davantage, mais ce qu'a admis au contraire le Conseil d'État par les décisions qu'il a rendues relativement à des contrats de concession d'éclairage public.

Pour qu'il peut être question d'attribuer au juge le droit de prononcer la suspension d'un contrat dont il serait établi que l'exécution entraînerait en raison de la guerre, pour les parties ou l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment où elles ont traité, il faudrait qu'il fût possible d'escompter avec quelque certitude, le retour à la situation normale, et de déterminer au moins approximativement, la date de ce retour à la situation normale; et il faut bien reconnaître qu'il n'en est pas ainsi. La suspension qu'il s'agirait de prononcer ne pourrait jamais être, en tous cas, eu égard à l'état actuel des choses, que de longue durée; l'industrie n'en devrait pas moins se réorganiser dans l'intervalle; ses moyens d'action, ses besoins pourraient se transformer, certaines branches d'activité pourraient être abandonnées, la clientèle qu'il s'agissait pour l'acheteur d'alimenter pourrait le quitter; l'acheteur aurait pour devoir de se fournir ailleurs; bref, le marché utile lors de sa conclusion pourrait cesser de l'être au moment où le délai pour lequel il aurait été suspendu prendrait fin; le producteur lui-même aurait peut-être intérêt à s'exonérer pour lors de la charge d'une fourniture qui ne correspondrait plus aux modalités de son industrie. C'est pourquoi la Section centrale n'a pas hésité à adopter à cet égard les vues du Gouvernement et à ne pas admettre que le juge pût différer pendant un temps plus ou moins long l'exigibilité de certaines prestations.

Quant à la revision, l'Exposé des motifs explique : « La revision des » conditions répugne à la nature même des conventions qui reposent » essentiellement sur la volonté des parties. Une décision d'autorité venant » ici se substituer à cette volonté, risquerait dans bien des cas d'aller à » l'encontre de l'intention commune et de nuire par là à tous les intérêts » en cause. »

La justesse de ces observations est indiscutable. Il est certain que substituer, en matière contractuelle, une décision d'autorité de la loi ou du juge à la volonté des parties, est chose grave à laquelle il ne faut se résoudre qu'en cas de nécessité, pour autant que les intérêts supérieurs auxquels il s'agit de pourvoir l'exigent impérieusement.

Cette nécessité n'existe pas en l'occurrence, pour les marchés, pour les contrats d'entreprise ordinaires, qui paraissent devoir s'accommoder à tous égards de la solution proposée. Le vendeur, l'entrepreneur dégagé d'un contrat devenu anormalement onéreux, pourra continuer à alimenter son industrie ou son commerce par la conclusion de nouveaux marchés mieux appropriés aux exigences économiques du moment; l'acheteur, le maître, pourra se procurer ailleurs les fournitures ou les engagements, à des prix correspondant exactement à la valeur effective des marchandises ou des prestations qui peuvent lui être nécessaires, à celle que déterminerait la revision si elle était possible.

Mais il en est tout autrement pour une catégorie particulière de contrats mettant en jeu des intérêts publics et privés considérables : les contrats de concession de chemins de fer, de tramways, d'éclairage, de distribution de force motrice, de distribution d'eau.

Pour certains de ces contrats, le droit de percevoir les péages ou recettes à provenir de l'exploitation de la concession et des services qui en dépendent, pendant un temps déterminé, ne doit pas seulement rémunérer le concessionnaire des frais et charges de cette exploitation ; il constitue en outre le prix de tout ou partie des travaux de construction ou d'établissement de la ligne, de la canalisation ou du réseau et de leurs dépendances ; il est destiné à procurer au concessionnaire l'amortissement de capitaux considérables qu'il a consacrés à fonds perdus à l'exécution de ces travaux et dont il est comptable envers ses commanditaires, ses actionnaires ou ses obligataires. Ne reconnaître à ceux de ces concessionnaires qui se trouveraient dans la situation prévue par le projet, que le droit de provoquer la résiliation du contrat de concession, serait dès lors les mettre dans l'alternative ou de devoir continuer l'exploitation à perte, ou de devoir y renoncer et abandonner leur droit au remboursement de la portion du capital qui n'aurait pas encore été amortie ; ce serait ruiner irrémédiablement dans les deux cas les concessionnaires, leurs actionnaires et leurs obligataires ; ce serait aller directement à l'encontre du but de restauration nationale poursuivi par les auteurs du projet.

Les concessions sont exploitées dans la presque totalité des cas par des sociétés dont l'activité ne peut avoir d'autre objet. Ces sociétés sont tenues, aussi longtemps qu'elles demeurent saisies de la concession, d'effectuer le transport de tous ceux qui se présentent, de fournir le gaz, l'électricité, l'eau à tous ceux qui le leur demandent, aux prix fixés par les tarifs. Elles ont l'obligation d'effectuer, à cet effet, de leurs deniers, quoi qu'il puisse en coûter, les acquisitions de matériel, les travaux d'installation des centrales, raccordements, canalisations et compteurs nécessaires. Il ne leur sera donc pas possible, si elles poursuivent leur exploitation, de réduire, voire même seulement de limiter leurs pertes. Si elles y renoncent, comme elles y seraient forcément amenées, elles se condamneront du même coup à l'inactivité absolue et à la dissolution, puisque leurs statuts feront obstacle à ce qu'elles puissent faire autre chose. Et ainsi disparaîtront de puissants facteurs économiques et seront gravement lésés d'importants intérêts collectifs et individuels, se rattachant au travail aussi bien qu'au capital, — au détriment du rétablissement économique du pays et de l'équité la plus élémentaire.

Il est bien certain, d'autre part, que beaucoup de concessions doivent leur existence à la conception du concessionnaire, et ne valent que par les efforts que celui-ci a faits pour créer, organiser, développer, améliorer le service qui en fait l'objet. Elles sont à ce point de vue, et souvent dans une large mesure, personnelles à ce concessionnaire, un fruit de son activité et de ses sacrifices. Elles participent à certains égards, dans cet ordre d'idées, au caractère de l'invention. — Et le bon sens comme la justice répugnent à ce

que là où l'on est obligé de reconnaître qu'il est équitable, qu'il est nécessaire de procurer à une partie le moyen de se soustraire à des charges exorbitantes, imprévues, détruisant complètement l'économie du contrat qu'elle a accepté, et néess. de la guerre, on ne lui permette de le faire qu'en subissant le mal et l'iniquité également, considérables que sera sa dépossession du droit à son invention et à la vie économique?

Dans un autre ordre d'idées, l'intérêt général exige que l'exploitation des services publics qui font l'objet des contrats de concession, se poursuive sans interruption et aux moindres prix. Or, la résiliation à laquelle les concessionnaires seraient réduits et souvent acculés, méconnaîtrait gravement, dans bien des cas, ces exigences. Sans doute, il est des contrats de concession qui permettent à l'autorité concédante de se mettre en possession de toutes les installations du concessionnaire, aussitôt après l'expiration de la concession, sauf à indemniser complètement ou partiellement l'intéressé; et il est des autorités concédantes, telles les grandes villes, qui sont en situation d'exercer utilement ce droit et de poursuivre par conséquent immédiatement l'exploitation du service en régie. Mais il est d'autres contrats qui n'ont pas cette portée; il est des autorités concédantes qui ne sont pas en situation de se substituer elles-mêmes aux concessionnaires et qui en seraient donc réduites à devoir subir les lenteurs d'une réadjudication; il en est notamment ainsi des petites communes; il en est surtout ainsi de celles de ces petites communes, de ces villages qui font partie d'une région desservie par un seul concessionnaire; aucune de ces communes, aucun de ces villages ne pourra jamais prétendre en cas de résiliation, et pour autant que le contrat s'y prête, à autre chose qu'à la remise des canalisations se trouvant sur son territoire; la localité intéressée sera sans centrale; elle sera sans installation complémentaire; elle devra donc presque tout créer, presque tout organiser; elle n'en aura pas les moyens, et à supposer qu'elle les ait, elle ne pourra pas les mettre utilement en œuvre; car l'installation d'un service de distribution de gaz ou d'électricité nécessite des immobilisations relativement considérables comportant, pour leur rémunération industrielle, un minimum de consommation qu'une petite commune ou un village ne peut procurer. — Hormis certains cas exceptionnels, l'exploitation des régies coûte plus que celle des concessionnaires. Il en sera fatalement ainsi dans les cas où il faudra pour organiser leur service, établir des installations nouvelles en subissant le surenchérissement actuel des matériaux et de la main-d'œuvre, dans le cas où l'on sera amené à substituer une exploitation locale à une exploitation régionale par exemple. — Quant aux réadjudications auxquelles certaines communes pourront devoir se résoudre, elles donneront lieu, elles aussi, pour les mêmes motifs, à de très sérieux mécomptes; il est indiscutable, en effet, que le concessionnaire nouveau qui aura à établir tout ou partie d'une installation nouvelle au prix du jour, devra exposer des capitaux plus considérables et par suite réclamer une rémunération plus forte que le concessionnaire ancien qui continuera à se servir d'installations établies avant la guerre; *a fortiori* l'exploitation du concessionnaire nouveau sera-t-elle sensiblement plus coûteuse, lorsque le service qui lui sera confié sera moins étendu que celui qui aura été assuré par celui qu'il remplacera.

Vainement prétendrait-on, comme certains l'ont fait au cours des discussions du projet de loi tendant à reconnaître au Gouvernement le droit de majorer le taux des péages en matière de concessions de tramways, que les pertes que les concessionnaires subiront désormais, pendant un temps plus ou moins long, trouveront leur compensation dans les bénéfices qu'ils ont réalisés par le passé, qu'il est donc légitime qu'ils en conservent la charge et que, dès lors, s'ils préfèrent renoncer au bénéfice de la concession pour se soustraire à cette charge, ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes des conséquences préjudiciables de cette décision. — Une pareille argumentation ne tend rien moins qu'à faire condamner le projet tout entier, dans son application à tout contrat; car ce qui serait vrai à cet égard pour le concessionnaire d'un chemin de fer ou d'un tramway, d'une distribution de gaz, d'électricité ou d'eau, qui devrait trouver la compensation de sa perte dans les bénéfices réalisés par le passé, le serait bien plus encore pour le négociant, l'industriel, l'entrepreneur qui peut la trouver, cette compensation, non seulement dans les profits réalisés par le passé, mais encore dans ceux qu'il lui est loisible de se procurer actuellement, par d'autres opérations conclues en tenant compte des nécessités économiques du moment. — Que les pertes à subir par les concessionnaires en suite de la continuation de leur exploitation aux conditions anciennes, sous l'empire des nécessités économiques nouvelles, puissent ou ne puissent pas trouver légitimement leur compensation dans des bénéfices réalisés par le passé, il n'en demeurera pas moins certain que de nombreux concessionnaires préféreront sauver leur capital, opteront en conséquence pour la résiliation de leurs contrats, et détermineront ainsi une interruption de service avec toutes les suites hautement préjudiciables qui en résulteront pour l'intérêt général. — Que si certains concessionnaires préféreraient continuer leur exploitation, n'est-il pas évident que le service en souffrirait par le motif que ces concessionnaires ne seraient pas en état de faire les sacrifices voulus et manqueraient du stimulant nécessaire pour l'entretenir, l'améliorer, le développer comme il conviendrait? — Les bénéfices touchés naguère auront d'ailleurs été distribués; ils auront passé à des actionnaires qui pourront n'être plus les actionnaires actuels; et comment songer à opposer en compensation aux pertes subies par le capital d'aujourd'hui, les profits obtenus par le capital d'hier? — La vérité est que l'objection procède d'une erreur fondamentale : le surcroît de charges, contre lequel il s'agit de garantir le concessionnaire, est un surcroît de charges anormal, ayant échappé aux prévisions qui ont été à la base du contrat, que celui-ci n'a donc pas pu imposer; et ce serait imposer ce surcroît de charges anormal au concessionnaire et le priver en même temps, sans juste cause, d'un droit dont les conventions de concession l'ont dûment saisi, que l'obliger à se couvrir au moyen de tout ou partie de bénéfices qui lui sont contractuellement acquis. Les bénéfices réalisés en temps normal doivent compenser, de par la volonté des parties, les pertes qui auraient pu être subies pendant le même temps et dont l'éventualité a été seule prise en considération lorsqu'il s'est agi de fixer les modalités du contrat; ils ne sont pas destinés à compenser les pertes extraordinaires nées de la guerre et

dont le concessionnaire n'a jamais entendu assumer la charge par cela même qu'il n'en a pas prévu la possibilité ; admettre le contraire serait ruiner toute la théorie de l'imprévision qui est à la base du projet et méconnaître les règles fondamentales du droit, du bon sens et de la justice dont elle se réclame : « Considérant que si, pour faire la part des conséquences onéreuses résultant de la situation anormale créée par l'état de guerre que l'interprétation raisonnable des contrats permet de laisser à la charge du concessionnaire, le juge doit tenir compte de tous les faits de la cause, il ne peut établir de compensation entre les bénéfices réalisés en temps normal par ce dernier et les pertes que la guerre lui a fait éprouver ; qu'en effet, le concessionnaire qui assume seul, à l'exclusion de l'autorité concédante, les risques financiers du service public et qui doit supporter en totalité le déficit, s'il s'en produit en l'absence de toutes circonstances anormales, est fondé, inversement, à conserver à titre définitif, les bénéfices réalisés dans les mêmes conditions, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les bénéfices déjà répartis et ceux qui auraient été réservés pour faire face aux besoins de l'exploitation dans l'avenir, » — lit-on à cet égard dans l'arrêt du Conseil d'État de France du 11 avril 1919, rendu en cause de la Compagnie française d'Éclairage et de Chauffage par le gaz contre la Ville d'Auxerre.

La non application aux contrats de concession, du régime de base déterminé par l'article 1^{er} du projet, et l'établissement en ce qui les concerne, d'un régime spécial, se justifient donc pleinement.

Ce régime spécial ne peut consister en la faculté reconnue au juge de suspendre les obligations du concessionnaire : Outre les raisons qui condamnent cette solution pour la généralité des contrats, elle irait directement, dans l'espèce, à l'encontre de la nécessité qu'il y a d'assurer la continuation du service concédé.

Ce régime spécial peut et doit consister en l'attribution aux concessionnaires, du droit d'obtenir une majoration momentanée des tarifs ou péages fixés par les contrats de concession, suffisante pour permettre de faire face aux charges nées de la guerre, dans la mesure où ces charges peuvent dépasser le maximum de celles qui ont pu être prévues et dont les concessionnaires doivent par conséquent être réputés avoir accepté les risques, au moment où ils ont traité.

C'est le régime qui a été appliqué par le Conseil d'État de France aux concessions d'éclairage public, et par votre Chambre, sur la proposition du Gouvernement, aux concessions de tramways.

Il peut se rattacher dans une certaine mesure à la commune intention des parties largement interprétée, en ce qu'il tend à assujettir le contrat, eu égard à une situation nouvelle, à des modalités auxquelles les parties l'auraient vraisemblablement soumis si elles avaient prévu ce qui allait se produire.

Il cadre assez exactement avec la nature particulière du contrat de concession : Ainsi que l'a fait très justement remarquer M. DE LA TASTE dans un travail récent (*La Crise du gaz devant les conseils de préfecture*. Paris, Rousseau et C^{ie}, 1916, p. 10), « par sa nature, le contrat de concession com-

» prend deux éléments : d'abord et avant tout le texte qui institue et organise le service public, qui en règle le fonctionnement dans tous ses détails,—par exemple, en matière d'éclairage, la création de l'usine, l'établissement des canalisations, la qualité et la pression du gaz, les heures de fourniture, le prix,—ensuite la délégation d'exploitation du service faite au concessionnaire. » La circonstance que l'exploitation du service a été déléguée à un concessionnaire ne peut évidemment en modifier l'économie ni les exigences : le concessionnaire doit juridiquement, logiquement, socialement, poursuivre cette exploitation aux lieux et place de l'autorité concédante, comme celle-ci la poursuivrait elle-même si la délégation qu'emporte la concession, n'avait pas eu lieu. Or, il est dans la nature des services publics concédables, que les péages ou redevances dont ils déterminent la perception soient suffisants pour couvrir les charges qui en dépendent, la rémunération du capital engagé y comprise, et que le taux de ces péages ou redevances soit en conséquence majoré lorsque ces charges augmentent ; c'est ce que la plupart des villes qui exploitent le service de l'éclairage public en régie, ont reconnu en majorant depuis la survenance de la situation économique nouvelle et à raison de cette survenance, le prix du gaz et de l'électricité ; c'est ce qu'a reconnu l'État en majorant les tarifs de ses chemins de fer. Il y aurait à cet égard une véritable inconséquence à reconnaître la légitimité de l'augmentation des tarifs et péages dépendant d'un service public exploité en régie par l'autorité compétente elle-même, et à la contester pour le même service public exploité, aux lieux et place de cette autorité compétente, pour elle, par un concessionnaire, en vertu d'une délégation.

Le refus de consentir au concessionnaire la majoration que l'autorité compétente ne manquerait pas de décréter si elle exploitait elle-même, ne profiterait pas d'ailleurs aux consommateurs, bien au contraire. Le concessionnaire mis dans l'impossibilité de continuer à exploiter à perte, renoncerait à la concession ; l'administration devrait exploiter en régie ou réadjudger la concession à un tiers, à des prix fixés en égard à la situation économique nouvelle ; et ces prix comporteraient dans bien des cas des majorations supérieures à celles qu'il eût été légitime d'accorder au concessionnaire primitif, puisque la régie ou le concessionnaire nouveau devrait établir certaines installations nouvelles qu'il aurait à payer aux prix extraordinairement élevés du jour, là où le concessionnaire primitif aurait pu continuer à se servir d'installations anciennes infiniment moins coûteuses et partiellement amorties. Et qu'on n'objecte pas comme on l'a fait, que dans le cas d'exploitation en régie, ce serait la collectivité qui profiterait de la majoration des péages au lieu que ce soit le concessionnaire et ses bailleurs de fonds. On oublie que la majoration des péages qu'il s'agit d'autoriser est destinée à couvrir tout ou partie d'un surcroît de charges extraordinaires et imprévues résultant de la guerre et par conséquent des pertes, et non à procurer un bénéfice ; si, la majoration des tarifs admise, le concessionnaire réussit à faire un bénéfice, celui-ci proviendra exclusivement du libre jeu des aléas normaux de l'entreprise dont le contrat de concession a été destiné à le saisir, pour l'exploitation desquels il a immobilisé ses capitaux et appliqué ses efforts, et dont il ne peut être question de lui enlever les profits.

Mais il convient de prévenir toute équivoque.

Les causes qui justifient le droit de revision doivent en limiter l'étendue.

Il faut donc que les majorations de tarifs ou de péages ne comprennent pas la compensation de la totalité des charges nouvelles nées de la guerre, mais bien seulement celle de la partie de ces charges qui dépassera le maximum de ce qu'il aura été possible de prévoir lors de la conclusion du contrat : « La puissance publique aura à tenir compte au concessionnaire, » soit en lui allouant des indemnités, soit en restreignant certaines des » obligations dont il est tenu, soit par tout autre arrangement, de l'excé- » dent des charges dépassant le maximum des difficultés ou le maximum de » l'amplitude des variations économiques dont la prévision était possible » au moment où l'on avait contracté », — lit-on dans les conclusions du commissaire au Gouvernement Chardenet, qui ont précédé l'arrêt du Conseil d'État de France, du 30 mars 1916. « La puissance publique est tenue de le » faire, puisqu'au-delà du maximum des difficultés qu'on pouvait prévoir, le » concessionnaire ne serait pas obligé d'assurer le service en vertu de son » contrat, à raison des événements qui se sont produits. On est en dehors » du contrat. Le concessionnaire ne peut être tenu de faire face à des sujé- » tions extra-contractuelles que si la puissance publique lui donne le moyen » d'y faire face, si elle supporte la dépense au-delà des limites que nous venons » d'indiquer et qui sont celles résultant d'une saine interprétation du » contrat. »

Il va de soi, d'autre part, qu'une majoration de charges imprévue ne peut être prise en considération si elle est compensée par l'acquisition de profits extraordinaires qui n'auraient pas été obtenus si la guerre n'avait pas existé.

La majoration ne peut être enfin que momentanée ; il faut qu'elle ne puisse durer qu'aussi longtemps que subsisteront les charges nouvelles dont elle sera destinée à indemniser le concessionnaire : « En résumé, a expliqué » encore le commissaire du Gouvernement Chardenet, en résumé, Mes- » sieurs, les principes sont pour nous les suivants : On se trouve en présence » de charges dues à des événements que les parties contractantes ne » pouvaient prévoir et qui sont telles que, temporairement, momentané- » ment, tant que dureront les événements ayant déterminé les charges » nouvelles, le contrat ne peut plus être exécuté dans les conditions où il est » intervenu. Le service public n'en doit pas moins être assuré, l'intérêt » général l'exige et le contrat doit subsister. La puissance publique, le » concédant auront à supporter les charges qu'exige le fonctionnement du » service public, et qui excèdent le maximum de ce que l'on pouvait » admettre comme prévision possible et raisonnable, par une saine inter- » prétation du contrat. »

Quant au point de savoir à qui il convient de reconnaître le pouvoir de reviser le taux des péages et redevances déterminés par les contrats de concession, la circonstance que les concessions dont ces contrats sont des dépendances sont d'ordre purement administratif, le fait que les contrats de concession organisent des modalités d'un service public relevant des attributions exclusives du pouvoir exécutif, — le fait qu'ils imposent aux conces-

sionnaires des obligations envers la puissance publique et le public lui-même, l'astreignant à des offres dont il est loisible à tout venant de profiter, — la circonstance enfin que la majoration des tarifs ou péages, eu égard à l'augmentation que les charges de l'exploitation d'un service public ont pu subir par le fait de la guerre au-delà des prévisions possibles au moment de l'octroi de la concession, comporte la vérification de points d'ordre exclusivement technique échappant à la compétence des juges ordinaires, — tout cela a engagé la Section centrale à proposer à la Chambre de confier aux Délégations permanentes des Conseils provinciaux ou au Gouvernement, selon qu'il s'agira d'une concession consentie par une commune ou d'une concession consentie par une province ou par l'État, le pouvoir de connaître des demandes de majoration de tarifs ou péages formulées par les concessionnaires, et d'y faire droit, après avoir entendu le concessionnaire et l'autorité concédante, et après avoir eu recours à tels concours techniques que de conseil.

Indépendamment de la majoration des tarifs ou péages, il pourrait être légitime de proroger la durée de certaines concessions destinées à rémunérer les travaux exécutés par le concessionnaire pour le compte du concédant : telle celle portant sur l'attribution d'une quotité de recettes à provenir de l'exploitation d'un chemin de fer, consentie pour un certain nombre d'années à l'entrepreneur qui a construit ce chemin de fer, pour prix de ses travaux ; l'interruption du trafic pendant l'occupation allemande a privé le concessionnaire de cinq annuités de remboursement ; elle lui a enlevé une portion du prix qui lui revenait ; elle a supprimé l'objet d'une partie de sa créance et l'a par suite anéanti ; il semble qu'il serait juste d'indemniser le concessionnaire de la perte de son droit à cinq indemnités qui auraient dû échoir pendant l'occupation, par l'attribution du droit à cinq annuités supplémentaires à échoir à la fin de la concession, ce qui reviendrait à proroger d'autant la durée de celle-ci.

Mais la Section centrale a estimé qu'il s'agit là d'une question qui sort du cadre du projet soumis à son examen.

Aussi n'a-t-elle pas cru devoir formuler de proposition à cet égard.

f) L'exposé des motifs justifie en ces termes le droit que le projet reconnaît au juge de soumettre la résolution qu'il prononce à des conditions qu'il déterminera en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties : « La résolution d'une convention opère en principe un effet » rétroactif. Elle supprime le lien juridique. Quand la convention résolue » n'avait reçu aucune exécution, cette conséquence peut ne pas avoir d'in- » convenient. Elle entraîne, au contraire, de graves difficultés quand cette » convention a reçu une exécution partielle. D'autre part, il est possible que » le débiteur ait, pendant la guerre, exécuté, en faisant des pertes élevées, » partie des prestations dues par lui. Ces situations sont parmi celles que » nous avons eues en vue en proposant de permettre au juge de ne résoudre » le contrat qu'à certaines conditions. »

La notion de la résiliation devant être substituée à celle de la résolution, il ne peut être question d'effet rétroactif et par suite de la nécessité pour le juge d'intervenir à l'effet d'y déroger. Mais il peut se faire que des paiements aient été faits à valoir sur le prix d'une fourniture avant que celle-ci ait été effectuée, et qu'il puisse être légitime de s'écarter quant aux modalités de leur restitution, quant à la déduction d'intérêts ou à leur taux par exemple, des prescriptions organiques du paiement de l'indu. Il peut se faire qu'il soit équitable d'obliger le vendeur qui échappe à la responsabilité d'un contrat devenu anormalement onéreux, à la réparation d'une portion du dommage que la rupture du marché aura occasionné à l'acheteur, — dans le cas par exemple où l'exécution du marché aura subi un retard imputable au vendeur ou à l'entrepreneur avant que les charges se soient aggravées au point de légitimer la rupture du contrat. C'est ce dont la loi française a tenu compte en autorisant le juge à prononcer la résolution, selon les circonstances, avec ou sans dommages-intérêts, mais avec obligation de réduire les dommages-intérêts s'il constate que, par suite de l'état de guerre, le préjudice a dépassé notablement celui que les contractants pouvaient prévoir. Et c'est ce à quoi la disposition dont il s'agit est destinée à pourvoir, — sous cette réserve toutefois que le juge ne pourra faire usage de la faculté qui lui sera ainsi reconnue, qu'avec une très grande circonspection, en tenant compte de ce que la force majeure dont procéderont les circonstances qui auront justifié la résiliation, est en soi exclusive de toute responsabilité, que celle-ci suppose de toute nécessité une faute dans le chef de celui qui est appelé à la supporter et un préjudice dans le chef de celui qui entend s'en prévaloir, et que les raisons qui auront déterminé le vote de la loi font obstacle à ce qu'il puisse être tenu compte, dans cet ordre d'idées, de la circonstance que la partie qui subira la résiliation sera privée par celle-ci d'un profit anormal échappant aux prévisions sous lesquelles ce contrat aura été conclu, et auquel il ne pouvait donc pas légitimement prétendre.

g) Reste à préciser enfin la condition à laquelle il s'agit de subordonner le droit de prononcer la résiliation ou, le cas échéant, de procéder à la révision des contrats visés par le projet.

Elle consiste, aux termes du projet, en la preuve à fournir par le demandeur en résiliation, de ce qu'en raison de la guerre, l'exécution du contrat au temps convenu entraînerait, pour le dit demandeur, *des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat*.

C'est donc l'accroissement, en raison de la guerre, des charges c'est-à-dire du prix de revient des prestations imposées par le contrat ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef de l'une des parties, et conclu pendant le temps que détermine la loi, qui pourra seul justifier la résiliation prévue par le projet. La circonstance que la prestation due serait désormais sans utilité pour le créancier, sera inopérante. Il y aurait là une particularité qui se rattacherait aux motifs de la convention et non à son objet, et qui échapperait par conséquent à l'application de la théorie de l'imprévision qui est à la base du projet. Et, outre qu'il appartiendrait le

plus souvent au créancier de s'exonérer des charges du contrat à l'exécution duquel il aurait cessé d'avoir intérêt, en en cédant le bénéfice à un tiers ou en exerçant, le cas échéant, le droit reconnu au maître de l'ouvrage par l'article 1794 du code civil, on aperçoit les inconvénients que pourrait présenter dans la pratique, l'application d'une règle qui permettrait à une partie de faire tomber un contrat par le motif que son exécution ne pourrait plus lui procurer les avantages qu'elle aurait escomptés en traitant ; on conçoit l'iniquité qu'il y aurait dans bien des cas à imposer, pour de pareilles raisons, la rupture de la convention au co-contractant.

Pour que cet accroissement de charges déterminé par la guerre puisse valoir aux fins indiquées, il faut qu'il ait échappé non aux prévisions effectives des parties au moment où elles ont traité, mais aux prévisions possibles de la part de personnes raisonnables ayant au sujet de l'appréciation des contingences, l'aptitude normale. — De même qu'il ne sera pas permis au demandeur de faire état de ce qu'un caractère naturellement léger ou d'un très grand optimisme l'aurait empêché de prévoir une hausse des prix de revient ou du coût de la main-d'œuvre dont les circonstances devaient faire prévoir l'éventualité par un homme pondéré et réfléchi, de même il ne sera pas permis au défendeur d'exciper de ce que certains esprits particulièrement pessimistes auraient conçu la possibilité du cataclysme économique qui s'est réalisé. — C'est l'opinion commune, reflet des prévisions normales, qu'il faut considérer. — La règle est à cet égard la même que celle que formule l'article 1150 du code civil quand il dispose que « le débiteur n'est tenu que » des dommages-intérêts qui ont été prévus ou *qu'on a pu prévoir* lors du » contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point » exécutée ». — La détermination de la prévision effective, personnelle, de la partie serait généralement chose impossible ; il serait inique de faire pâtir l'autre partie de ce que son co-contractant aurait été extraordinairement peu prévoyant.

Ce n'est pas la nature du surcroît de charges ou de sa cause, mais son importance qui doit être prise en considération. Il faut que les charges, quelles qu'elles soient, que l'exécution du contrat entraînera à raison de la guerre, dépassent sensiblement le maximum de celles auxquelles il était possible de s'attendre.

C'est assurément au moment de la conclusion du contrat qu'il faut se placer pour rechercher si la prévision du surcroît de charges a ou n'a pas été possible, lorsqu'il s'agit d'un contrat conclu soit avant, soit après le 1^{er} août 1914 et qui n'a fait l'objet d'aucune modification par la suite. — C'est au contraire le moment où la convention modificative sera intervenue qu'il faut envisager dans le cas contraire.

Quant au moment auquel l'accroissement de charges échappant aux prévisions normales, doit exister pour pouvoir justifier la résiliation, ce doit évidemment être celui auquel l'exécution des prestations doit se faire. — Le projet vise à cet égard l'exécution *au temps convenu*. Cette formule qui ne se trouve pas dans la loi française, est défectueuse. Nombreux sont les contrats des catégories envisagées, qui ont été conclus sans terme. Parmi les

contrats conclus avec terme et qui ont échappé à l'application de l'article 1657 du Code civil ou de la jurisprudence assignant un caractère fatal au terme mis à la livraison des marchandises sujettes à fluctuation, il en est bien peu dont le terme n'est pas venu à échéance pendant la guerre. Pour tous ces contrats-là, il ne peut plus être question de l'exécution *au temps convenu*. Cette formule ne convient, en vérité, que pour les contrats à très longues échéances comme ce paraît être le cas pour certains contrats de fourniture de minerais. Il importe donc de la supprimer et de revenir purement et simplement à cet égard, à la terminologie de la loi française.

Il va de soi, en ce qui concerne ces contrats à très longues échéances, que la circonstance que leur exécution entraînerait pendant un certain temps des charges qui ne pouvaient être normalement prévues au moment de la conclusion du contrat, ne doit pas permettre au débiteur de s'exonérer des prestations qui viendront à échéance après l'expiration de ce temps, alors que la situation économique sera redevenue normale. Il faudra, lors de chaque échéance, examiner la question à nouveau et ne faire tomber l'engagement que s'il est constaté que son exécution ne pourrait se faire à ce moment, sans entraîner des charges anormales.—Contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, le texte proposé ne contredit pas cette solution. Car on le sait, il est de jurisprudence constante qu'un marché qui porte sur plusieurs fournitures successives, comprend autant de ventes distinctes qu'il comporte de fournitures. La résiliation du marché, relativement à certaines de ces fournitures, ne peut dès lors comporter sa résiliation relativement aux autres.—Il a toutefois paru à la Section centrale, qu'il convenait de prévenir toute équivoque à cet égard en faisant suivre la seconde proposition de l'article premier du projet, de ces mots : « Si, parmi les prestations successives non exécutées, il en est qui ne sont pas encore exigibles, la résiliation pourra ne porter que sur celles déjà venues à échéance, sauf aux intéressés à se pourvoir s'il y échet, relativement à tout ou partie des autres, lorsqu'elles seront devenues exigibles. »

Les articles 3 et 6 du projet relèvent de la procédure.

A l'exemple de la loi française, l'article 3 établit et organise une épreuve de conciliation, ce qui paraît judicieux et susceptible de donner de bons résultats eu égard à la nature des litiges et à l'intérêt que les parties auront dans bon nombre de cas, à s'entendre sur des bases équitables à l'effet de procurer à leurs industries respectives les aliments nécessaires.— Il paraît toutefois excessif d'imposer une pareille épreuve pour les cas où la demande de résiliation sera de la compétence du juge de paix : le magistrat appelé à tenter la conciliation sera le même que celui appelé à statuer, le cas échéant, au fond. Ce serait dès lors allonger inutilement la procédure qu'obliger les parties à comparaître éventuellement deux fois, aux mêmes fins, devant lui. Saisi de la demande, il tentera d'abord de concilier les parties, et s'il n'y parvient pas, il jugera. Ce sera infiniment plus expéditif et d'ailleurs en tout cas plus conforme au caractère spécial de la judicature du juge ... de

paix, qui est un magistrat conciliateur par... définition. — C'est ce que l'on a pensé en France où la loi du 21 janvier 1918 ne prescrit l'appel en conciliation que pour les demandes qui sont de la compétence des tribunaux civils ou de commerce.

On a demandé s'il ne conviendrait pas de confier la connaissance des litiges auxquels donnera lieu l'application de la loi, à des juridictions spéciales, à l'effet d'empêcher l'encombrement des juridictions ordinaires.

La Section centrale ne l'a pas pensé : Le projet ne tend pas en effet à créer de nouvelles causes de conflit, mais seulement à fixer et par conséquent à faciliter, la solution à donner à des litiges auxquels aurait donné lieu l'application du droit commun. Les actions à intenter sous le couvert de la loi seront réparties entre les trois ordres de juridiction civile : les tribunaux de première instance, les tribunaux de commerce et les juges de paix. Le jugement de ces procès dépendra de l'interprétation de conventions et de l'appréciation de la commune intention des parties, points figurant parmi les plus délicats qui soient du domaine de la judicature et qui comportent la mise en œuvre d'une expérience consommée qui ne peut guère se rencontrer que chez les magistrats de carrière. La demande de résiliation des contrats dont il s'agit apparaîtra dans bien des cas comme une défense à la demande d'exécution de la contre-partie, et il convient, cela va de soi, qu'elle puisse être instruite par le juge appelé à connaître de celle-ci...

Mais il est bien certain que les prescriptions de pure procédure dont il s'agit ne pourront pas faire obstacle à ce que les parties confient le jugement d'une demande de résiliation formulée en conformité de la loi nouvelle, à un collège d'arbitres, soit que le contrat contienne une clause compromissoire qui les y oblige, soit qu'elles aient cru devoir compromettre après la naissance du litige. — Il ne pourra comme de juste être question, en pareil cas, de l'application des prescriptions de l'article 3 du projet.

L'article 5 du projet porte que *toute demande fondée sur la présente loi n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de celle-ci.*

Cette disposition se justifie pleinement lorsque les prestations dont il s'agit de s'exonérer, sont exigibles.

Elle ne se conçoit pas au contraire pour les prestations qui ne sont pas encore venues à échéance. Vouloir les soumettre à l'application de la règle, ne tendrait rien moins qu'à les exclure du bénéfice de la loi, puisque c'est au moment où l'exécution de la prestation pourra être réclamée qu'elle devra entraîner des charges qui n'auront pas pu être normalement prévues au moment de la conclusion du contrat, pour que la résiliation puisse être prononcée, et puisqu'il sera évidemment impossible de savoir dans les six mois de la publication de la loi, ce qui adviendra à cet égard lors de l'échéance d'une prestation exigible deux, trois, six, douze mois après l'expiration de ce délai.

Il faudrait donc faire une distinction et dire : « Toute demande fondée sur » les dispositions qui précèdent n'est recevable que pour autant qu'elle ait

» été formée dans les six mois de la publication de la présente loi, lorsqu'il
» s'agit de prestations devenues exigibles avant cette publication, et dans les
» six mois du jour où elles sont venues à échéance, dans le cas contraire. »

L'article 7 emprunté comme l'article 6 à la loi française et disposant que *si une convention visée par l'article 1^{er} ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées*, porte enfin à l'autorité de la chose jugée une atteinte malaisée à justifier en droit, mais pouvant se réclamer de sérieuses raisons d'équité. — Il eût été difficile d'accentuer la dérogation à un principe aussi fondamental et se rattachant aussi directement à l'ordre public, en permettant de revenir sur une exécution déjà consommée, par le moyen soit de restitution, soit d'indemnité ou de bonification.

Le projet contient enfin, sous l'article 4, une dernière disposition au sujet des conventions conclues avec les ressortissants des pays ennemis : *La résolution des conventions conclues avec les ressortissants des pays ennemis peut être demandée par tous les Belges et nationaux des pays alliés, associés ou neutres. La résolution peut être prononcée soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat et de l'exécution qui a pu en être faite.*

L'article 4 de la loi française porte : « La résolution des contrats passés
» avec les ressortissants des pays ennemis, antérieurement au début de
» l'état de guerre, pourra être demandée par tous les Français, protégés
» Français, et nationaux des pays alliés ou neutres, ou bénéficiaires d'un
» permis de séjour... »

« C'est la conséquence rigoureusement logique des responsabilités qui
» sont à charge des États ennemis », a expliqué le Ministre des Affaires économiques dans l'Exposé des motifs.

Cette prescription procède de préoccupations absolument différentes de celles qui sont à la base du projet de loi.

L'ordre d'idées auquel elle se rattache suppose des problèmes extraordinairement complexes exigeant un examen spécial, approfondi, et peut-être aussi une solution plus fouillée que celle que tend à consacrer la formule un peu simpliste du projet.

Pour ne prendre qu'un exemple, dans le cas d'une société existant entre un allemand et plusieurs belges, dont un des associés belges voudra la dissolution, tandis que l'autre ne le voudra pas, que faudra-t-il faire? Faudra-t-il subordonner la dissolution à l'accord des deux associés belges? Faudra-t-il l'imposer au belge opposant, dût-il en résulter pour lui un préjudice considérable pour le plus grand profit du belge poursuivant? Faudra-t-il adopter

une solution intermédiaire permettant la dissolution sous certaines conditions, telles que le remplacement du capital de l'Allemand, la reprise de sa situation par un tiers à agréer par les intéressés. ou par le juge en cas de désaccord ?...

Mais il y a beaucoup plus! Le sort des contrats conclus entre ennemis, fait l'objet d'une longue série de stipulations du Traité de paix (articles 299 à 303 du Traité et articles 1^{er} à 24 de l'annexe faisant suite à l'article 303). Ces stipulations soumettent ces contrats à un régime différent de celui proposé par le projet : Là où le projet se borne à autoriser la résiliation à la demande des parties protégées, les stipulations du Traité prescrivent l'annulation de plein droit. Ces stipulations apportent toutefois à cette solution, certaines restrictions, certaines exceptions, relativement à certains contrats; elles soumettent l'application des mesures qu'elles prévoient, à de nombreuses modalités; bref, elles organisent un système assez compliqué destiné à être complété à certains égards par la législation interne des pays intéressés. Une mise en concordance de la loi à édicter, avec ces stipulations, s'impose par conséquent. Et cette mise en concordance comportera, cela va de soi, une étude spéciale sortant du cadre de celle qui a précédé l'élaboration du projet soumis aux délibérations de la Chambre.

C'est pourquoi la Section centrale a estimé qu'il convenait d'écarter la disposition proposée et de renvoyer la solution de la question qui en fait l'objet, à une loi particulière dont le texte sera élaboré lorsqu'il aura été loisible d'étudier et de commenter exactement les stipulations du Traité de paix.

Le Rapporteur,

EUG. HANSSENS.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



(27)

TEXTE

proposé par la section centrale

PROJET DE LOI

relatif à la résolution de certains contrats conclus avant la guerre.

ARTICE PREMIER.

Indépendamment des causes de résolution prévues par la loi, le juge peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résolution des contrats ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef d'une des parties, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914 et qui obligent à des prestations successives ou simplement différées, s'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exécution de ces contrats, au temps convenu, entraîneraient pour les parties ou pour l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Cette résolution est prononcée, soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties.

ART. 2.

La demande de résolution ne peut être écartée par le seul motif qu'entre le 1^{er} août 1914 et la publication de la présente loi, les parties auraient, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement par elles ou par l'une d'elles.

WETSONTWERP

betreffende de ontbinding van zekere, vóór den oorlog gesloten contracten.

ARTIKEL ÉÉN.

Afgezien van de ontbindingsoorzaken voorzien bij de wet, mag de rechter, op eisch van eene van de partijen, de ontbinding uitspreken van contracten van commercieelen aard, al ware zulks maar het geval voor een der partijen, contracten welke werden afgesloten vóór den 1^{en} Augustus 1914 en welke verplichten tot opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde verstrekkingen, bijaldien er wordt vastgesteld dat de uitvoering van deze contracten op den bepaalden tijd, wegens den oorlog, lasten voor de of voor eene van de partijen zou medebrengen, welke normaal niet konden worden voorzien, toen het contract werd afgesloten. Deze ontbinding wordt, hetzij zuiver en eenvoudig, uitgesproken, hetzij op voorwaarden welke de rechter bepaalt, rekening houdende met den aard van het contract, met deszelfs mogelijk gedane uitvoering en met de gevolgen van deze uitvoering voor elke partij.

ART. 2.

De eisch tot ontbinding mag niet worden afgewezen, om de enkele reden dat tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en de afkondiging van onderhavige wet, de partijen, bij eene overeenkomst, de modaliteiten der door hen of door een hunner aanvankelijk afgesloten verbintenissen zouden hebben gewijzigd.

Texte amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER (Art. 1 et 2
du projet).

Indépendamment des causes de résolution ou de résiliation prévues par d'autres lois, le juge peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résiliation des contrats ayant un caractère commercial ne fût-ce que dans le chef d'une des parties et autres que les contrats de louage de services, les baux à loyer ou à ferme et les contrats de concession, qui ont été conclus avant le 1^{er} avril 1917 et qui obligent à des prestations successives ou simplement différées, s'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exécution de ces contrats entraînerait pour les parties, ou pour l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Dans le cas où les parties ont, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement par elles ou par l'une d'elles, la résiliation ne peut être prononcée que si la convention nouvelle a été conclue avant le 1^{er} avril 1917 et s'il est établi qu'en raison de la guerre l'exécution de ces engagements entraînerait pour le débiteur des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion de la convention nouvelle.

La résiliation est prononcée dans tous les cas, soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature

Tekst door de Middelenafdeeling gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL (art. 1 en 2 van
het ontwerp).

Buiten de oorzaken van ontbinding of van verbreking, bij andere wetten voorzien, kan de rechter, op verzoek van eene der partijen, de verbreking uitspreken van de contracten hebbende een handelskarakter al ware het slechts ten aanzien van eene der partijen en andere dan de contracten van dienstverhuring, de huis- of landhuren en de contracten van concessie, die vóór 1 April 1917 werden gesloten en tot opeenvolgende of eenvoudige uitgestelde uitkeeringen verplichten, indien het bewezen is dat de uitvoering van die contracten aan de partijen of aan eene dezer, wegens den oorlog, lasten zou opleggen, welke normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van het contract. Hebben partijen de wijzen van de verbintenissen, welke door haar of door een harer eerst aangegaan werden, door eene nieuwe overeenkomst gewijzigd, dan kan de verbreking alleen dan uitgesproken worden wanneer de nieuwe overeenkomst vóór 1 April 1917 werd gesloten en wanneer het is bewezen dat de uitvoering dier verbintenissen aan den schuldenaar, wegens den oorlog, lasten zou opleggen, welke normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van de nieuwe overeenkomst.

In elk geval wordt de verbreking uitgesproken hetzij zonder eenige voorwaarde, hetzij mits voorwaarden, welke de rechter bepaalt met inacht-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 3.

Aucune demande de résolution, fondée sur la disposition précédente, n'est reçue devant le tribunal compétent qu'après une tentative de conciliation à l'initiative du demandeur en résolution.

A cet effet, ce demandeur présente au tribunal une requête exposant sa demande : sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le juge de paix ou, si le tribunal compétent est le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce, le président de ce tribunal ou un juge délégué par lui, appelle les parties par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

La comparution des parties ne peut être fixée par le juge à une date postérieure de plus d'un mois au dépôt de la requête.

Devant ce magistrat, les parties comparaissent personnellement ou,

ART. 3.

Geen eisch tot ontbinding, gegrond op voorgaande schikking, wordt ontvangen vóór de bevoegde rechtbank dan na eene poging tot vergelijk, uitgaande van den persoon die de ontbinding aanvraagt.

De eischer dient te dien einde een verzoekschrift bij de rechtbank in, waarin hij zijnen eisch uiteenzet : na kennisneming van dit verzoekschrift en binnen de acht dagen volgende op de indiening ervan, roept de vrederechter of, indien de rechtbank van eersten aanleg of de handelsrechtbank de bevoegde rechtbank is, de voorzitter dezer rechtbank of een door dezen gemachtigde rechter de partijen op, bij eene waarschuwing op ongezegeld papier, verzonden onder ter poste aangeteekenden omslag, minstens vijftien dagen op voorhand.

De verschijning der partijen mag door den rechter niet later dan één maand na de indiening van het verzoekschrift worden vastgesteld.

De partijen verschijnen persoonlijk vóór dezen magistraat, of zoo

Texte amendé par la Section centrale.

du contrat, de l'exécution qui en a été faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties. *Si parmi les prestations successives non exécutées, il en est qui ne sont pas exigibles, la résiliation pourra ne porter que sur celles venues à échéance, sauf aux intéressés à se pourvoir relativement à tout ou partie des autres, lorsqu'elles seront devenues exigibles.*

ART. 2. (ART. 5 du projet.)

Aucune demande de *résiliation* fondée sur la disposition précédente, n'est reçue devant un tribunal de première instance ou devant un tribunal de commerce, qu'après une tentative de conciliation à l'initiative du demandeur en *résiliation*.

A cet effet, ce demandeur présente au tribunal une requête exposant sa demande : sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le président du tribunal ou un juge délégué par lui, appelle les parties par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

La comparution des parties ne peut être fixée par le juge à une date postérieure de plus d'un mois au dépôt de la requête.

Devant ce magistrat, les parties comparaissent personnellement ou,

Tekst door de Middelenafdeeling gewijzigd.

neming van den aard van het contract, van de uitvoering, die daarvan geschiedde, en van de gevolgen dier uitvoering voor elke partij. *Zijn er niet vorderbare uitkeeringen onder de opeenvolgende uitkeeringen waaraan niet voldaan is, dan kan de verbreking alleen uitgesproken worden voor die, welke vervallen zijn, met dien verstande dat de belanghebbenden zich betreffende al de overige of een deel der overige voorzien, wanneer zij vorderbaar zullen geworden zijn.*

ART. 2 (art. 3 van het ontwerp).

Geen eisch tot *verbreking*, op de voorgaande bepaling gegrond, is voor eene rechtbank van eersten aanleg of voor eene handelsrechtbank ontvankeijk, tenzij na eene poging tot vereeniging uitgaande van hem die den eisch tot *verbreking* indient.

Deze eischer dient daartoe een verzoekschrift bij de rechtbank in, waarin hij zijnen eisch uiteenzet : na kennisneming van dit verzoekschrift en binnen acht dagen na de indiening ervan, roept de voorzitter der rechtbank of een door dezen gemachtigde rechter de partijen op, door middel van eene waarschuwing op ongezegeld papier, ten minste vijftien dagen vooraf verzonden onder ter post aangeteekenden omslag.

De verschijning der partijen mag door den rechter niet later dan ééne maand na de indiening van het verzoekschrift worden vastgesteld.

Voor dezen rechter verschijnen partijen persoonlijk of, zoo zij om bil-

Projet de Loi.

en cas d'empêchement justifié, par un mandataire; elles peuvent être assistées par un avocat.

Il est dressé procès-verbal des résultats de cette tentative. Si un accord intervient, le procès-verbal ne constate les conditions de cet accord que sur la demande de l'une des parties; dans ce cas, l'expédition du procès-verbal est revêtue de la formule exécutoire.

La requête prévue à l'alinéa 2 ci-dessus produit les effets de la citation en justice, pour autant qu'à défaut de conciliation, l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant l'impossibilité de concilier les parties.

ART. 4.

La résolution des conventions conclues avec les ressortissants des pays ennemis peut être demandée par tous les Belges et nationaux des pays alliés, associés ou neutres.

La résolution peut être prononcée soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat et de l'exécution qui a pu en être faite.

ART. 5.

Toute demande fondée sur la présente loi n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de celle-ci.

Wetsontwerp.

zij om billijke reden belet zijn, door eenen gevolmachtigde; zij mogen door een advokaat worden bijgestaan.

Er wordt een proces-verbaal van de uitslagen dezer poging opgemaakt. Zoo het tot een vergelijk komt, geeft het proces-verbaal slechts op verzoek van een der partijen melding van de voorwaarden van dit vergelijk; in dit geval wordt de uitgifte van het proces-verbaal bekleed met het voorschrift van uitvoerbaarheid.

Het verzoekschrift voorzien bij bovenstaand alinea 2 brengt de uitwerkselen voor van de dagvaarding voor de rechtbank, in zoover de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank, bij gemis aan vergelijk gegeven zij binnen de maand volgende op den datum van het proces-verbaal, dat de onmogelijkheid van de onderlinge bevrediging der partijen constateert.

ART. 4.

De ontbinding der overeenkomsten afgesloten met onderhoorigen uit vijandelijke landen mag worden aangevraagd door al de Belgen en burgers uit de geallieerde, verbonden of neutrale landen.

De ontbinding mag hetzij louter en eenvoudig uitgesproken worden hetzij op voorwaarden te bepalen door den rechter, waarbij deze rekening houdt met den aard van het contract en met deszelfs gebeurlijk gedane uitvoering.

ART. 5.

Alle eisch gegrond op onderhavige wet is slechts dan ontvankelijk wanneer hij ingediend is binnen de zes maand, volgende op dezer afkondiging.

Texte amendé par la Section centrale.

en cas d'empêchement justifié, par un mandataire; elles peuvent être assistées par un avocat.

Il est dressé procès-verbal des résultats de cette tentative. Si un accord intervient, le procès-verbal ne constate les conditions de cet accord que sur la demande de l'une des parties; dans ce cas, l'expédition du procès-verbal est revêtue de la formule exécutoire.

La requête prévue à l'alinéa 2 ci-dessus produit les effets de la citation en justice, pour autant qu'à défaut de conciliation, l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant l'impossibilité de concilier les parties.

ART. 4 (du projet).

(A supprimer.)

ART. 3 (art. 3 du projet).

Toute demande fondée sur les dispositions qui précèdent, n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de la présente loi.

Tekst door de Middelenafdoeling gewijzigd.

lijke redenen belet zijn, door eenen lasthebber; zij mogen door eenen advocaat worden bijgestaan.

Er wordt proces-verbaal van de uitslagen dier poging opgemaakt. Wordt er een vergelijk getroffen, dan vermeldt het proces-verbaal de voorwaarden van dit vergelijk slechts op verzoek van een der partijen; in dit geval wordt het afschrift van het proces-verbaal bekleed met het formulier van tenuitvoerlegging.

Het verzoekschrift, voorzien bij bovenstaand lid 2, heeft dezelfde gevolgen als de dagvaarding voor de rechtbank, in zoover de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank, bij gebrek aan vereeniging, gegeven zij binnen eene maand na den datum van het proces-verbaal, dat de onmogelijkheid om partijen te vereenigen vaststelt.

ART. 4 (van het wetsontwerp.)

(Te doen wegvallen.)

ART. 3 (art. 3 van het ontwerp).

Elke eisch gegrond op de voorgaande bepalingen is alleen dan ontvankelijk wanneer hij binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet werd ingesteld.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 6.

Lorsqu'une demande fondée sur la présente loi est portée devant le tribunal de première instance, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 7.

Si une convention visée par l'article 1 ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées.

ART. 6.

Wanneer een op onderhavige wet gegronde eisch voor de rechtbank van eersten aanleg wordt gebracht, dan wordt hij onderzocht en beoordeeld als bij zaken van korte behandeling.

ART. 7.

Zoo eene bij bovenstaand artikel 1 bedoelde overeenkomst de aanleiding is geweest van een rechterlijk eindvonnis, waarbij verwezen wordt tot de uitvoering van zekere verstrekkingen, zijn de beschikkingen van onderhavige wet slechts op de nog niet gedane verstrekkingen toepasselijk.

Texte amendé par la Section centrale.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de prestations devenues exigibles après cette publication, ce délai ne commence à courir que le jour où ces prestations viennent à échéance.

ART. 4. (art 6 du projet.)

Lorsqu'une demande fondée sur la présente loi est portée devant le tribunal de première instance, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 5 (art. 7 du projet).

Si une convention visée par l'article premier ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées.

ART. 6 (nouveau).

Tous concessionnaires de service public autres que les concessionnaires de tramways, fondés à se prévaloir de la loi du..., peuvent obtenir une majoration momentanée des taux de péages autorisés par le cahier des charges régissant leurs entreprises, lorsqu'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exploitation du service concédé entraîne des charges dépassant celles qui pouvaient normalement être prévues au moment de l'octroi de la concession ou de la conclusion d'un accord modificatif de ses modalités, sans que cet accroissement de charges soit compensé par un surcroît de profits déterminé par la guerre.

Tekst door de Middelenafdeeling gewijzigd.

Echter, wanneer het geldt uitkeeringen, die na deze bekendmaking vorderbaar zijn geworden, vangt die tijdruimte slechts aan vanaf den dag, waarop die uitkeeringen vervallen.

ART. 4 (art. 6 van het ontwerp).

Wanneer een op deze wet ge-gronde eisch voor de rechtbank van eersten aanleg is aangebracht, wordt hij berecht en gevonnist zooals in zake van korte behandeling.

ART. 5 (art. 7 van het ontwerp).

Heeft eene overeenkomst, bij hovenstaand artikel 1 bedoeld, aanleiding gegeven tot eene rechterlijke eindbeslissing, waarbij verwezen wordt tot het doen van zekere uitkeeringen, dan zijn de bepalingen dezer wet slechts van toepassing op de nog niet gedane uitkeeringen.

ART. 6 (nieuw).

Elke concessiehouder van een openbaren dienst, andere dan de concessiehouders van tramwegen, gerechtigd om zich op de wet van... te beroepen kan eene tijdelijke verhooging bekomen van de tolgelden, toegelaten door het lastkohier betreffende hunne ondernemingen, wanneer het is bewezen dat, wegens den oorlog, het bedrijf van den in concessie gegeven dienst aanleiding geeft tot hoogere lasten dan die, welke normaal konden voorzien worden bij het verleenen van de concessie of bij het sluiten van eene overeenkomst tot wijziging van hare bedingen, zonder dat die vermeerdering van lasten vergoed wordt

Projet de loi.

Wetsontwerp.



Texte amendé par la Section centrale.

Il sera statué sur leurs demandes, le concessionnaire et, le cas échéant, l'autorité concédante entendus, après avoir eu recours à tels concours techniques que de conseil, par le Gouvernement ou par la Députation permanente du Conseil provincial compétent eu égard au domicile ou au siège du concessionnaire, selon que la concession aura été consentie soit par l'État, soit par la Province, ou qu'elle l'aura été par une commune.

Les décisions de la Députation permanente peuvent faire l'objet d'un recours au Roi dans les trente jours de la notification à l'intéressé.

Tekst door de middenafdeeling gewijzigd.

door eene verhooging van winsten voortvloeiende uit den oorlog.

Op hunne aanvragen wordt, nadat de concessiehouder en, bij voorkomend geval, de concessiegever zijn gehoord en de noodig geachte vakmannen zijn geraadpleegd, uitspraak gedaan door den Gouverneur of door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, die is bevoegd naar de woonplaats of den zetel van den concessiehouder, naar gelang de concessie werd verleend hetzij door den Staat, hetzij door de Provincie, ofwel door eene gemeente.

Van de beslissingen der Bestendige Deputatie kan in beroep worden gegaan bij den Koning binnen dertig dagen na de beteekening aan den belanghebbende.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1919.

**betreffende de ontbinding van zekere, vóór den oorlog
gesloten contracten (1).**

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HANSSENS.

MIJNE HERREN,

Het zou voorzeker overbodig zijn aan te dringen op de zakelijke gegevens, die den grondslag uitmaken van het ontwerp, dat aan de Kamer is voorgelegd.

Toen de oorlog België verraste in den vollen opbloei van zijne nijverheid en zijnen handel, werden talrijke contracten, gesloten met het oog op de noodwendigheden en de economische mogelijkheden van dit oogenblik, reeds uitgevoerd. Met de uitvoering van andere contracten, gesloten met het oog op de noodwendigheden en de vermoede economische mogelijkheden in eene min of meer nabije toekomst, en waarbij partijen, hetzij tot uitkeeringen op vastgestelde tijdstippen, hetzij tot eene of meerdere slechts uitgestelde uitkeeringen zouden verplicht zijn, had men nog geen aanvang genomen.

De oorlog en de verbodsmaatregelen, aldra door den bezetter getroffen, in strijd met zekere geruststellende verklaringen aanvankelijk afgelegd, hebben alles tegengehouden. De invoer van grondstoffen werd verboden of onmogelijk gemaakt; het vervoer werd gestremd; de werklieden werden weggevoerd; de fabrieken werden verwoest of gesloten.

Wanneer, na vier jaar en drie maand bezetting, jaren van den allerbittersten strijd zoo te water als te land, in het grootste deel van de wereld, de wapenstilstand een einde maakte aan de vijandelijkheden en aan de bezetting van het land door den vijand, toen bleven de economische levensvoorwaarden der volkeren en der menschen geheel en gansch, en misschien voorgoed, ontredderd.

(1) Wetsontwerp, n^o 159.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, was samengesteld uit de heeren Braun, Wauwermans, Brunet, Mabille, de Ponthière, Hanssens.

De verwoesting of het stilleggen der productiecentrums, de vernieling of de uitputting der voorraden, de schaarschte der vervoermiddelen, de noodzakelijkheid werkhuizen en werktuigen te herstellen, een ongehoord opdrijven van het werkloon, hebben eene zoo aanzienlijke stijging teweeggebracht van de kosten of van den kostenden prijs der producten, leveringen of werken, dat de uitvoering der verplichtingen, opgelegd door de contracten van vóór den oorlog, aan de prijzen daarin vastgesteld, niet meer zou kunnen geschieden zonder aan de schuldenaars verliezen te berokkenen boven het maximum van wat zij konden voorzien bij het sluiten van de contracten. Dit kan hunne krachten te boven gaan en aanleiding geven tot hun ondergang en daardoor tot de vernietiging van factoren die tot de herstelling van het land kunnen bijdragen.

Het aanvaarden van een dergelijken toestand zou des te minder te verklaren zijn daar de aanzienlijke stijging van de kosten of van den kostenden prijs der producten, leveringen en werken, algemeen zijnde, geleid heeft tot eene overeenkomstige stijging van hunne wezenlijke handelswaarde. Bijgevolg zou men, door aan de schuldeischers het recht te laten ze te eischen aan de contractprijzen, hun eene buitengewone winst verzekeren waarop zij even min zullen gerekend hebben als hunne schuldenaars het mogelijk verlies zullen aanvaard hebben, waarvan deze winst de tegenhanger zou zijn; men zou hun, dank zij den oorlog, eene normale winst laten trekken uit de ongewone opofferingen, door den toestand aan hunne schuldenaars opgelegd, dan wanneer rechtvaardigheid en goede orde eischen dat de burgers van een land in gelijke mate de gevolgen dragen van het gemeenzame kwaad dat de oorlog is; de rede evenals de meest strenge billijkheid dulden niet dat dit gemeenzame kwaad de eenen zou verrijken ten nadeele van de anderen.

De oorlog is onbetwistbaar, voor dezen die hem ondergaan en er de gevolgen van dragen, een geval van overmacht. Het feit, dat een geval van overmacht eene overdreven verhooging van den kostenden prijs eener levering ten gevolge had en bijgevolg dengene, die zich verbond ze te doen mits een zekeren prijs, in de onmogelijkheid stelde dit te doen zonder een min of meer aanzienlijk verlies te ondergaan, misschien zelfs zonder zich in den grond te boren, is, in rechten, niet op zich zelf voldoende om deze partij van hare verbintenis te ontslaan, evenmin als zij daarop steunen kan om een hooger prijs te eischen: « Wettelijk aangegane overeenkomsten strekken tot wet » voor hen, die ze gemaakt hebben. Zij kunnen niet dan met hunne wederzijdsche toestemming ingetrokken worden ». Zóó luidt artikel 1134, § 1 en 2, van het Burgerlijk Wetboek. Het eenig wettelijk gevolg van de overmacht, dat zich kan voordoen, wordt bepaald bij de artikelen 1147, 1148, 1138 en 1502 van het Burgerlijk Wetboek. Het bestaat hierin, dat de schuldenaar van alle aansprakelijkheid wegens het niet uitvoeren van zijne verbintenis ontslagen wordt wanneer deze overmacht *volstrekt* belet heeft, die zelfde verbintenis uit te voeren. Het feit dat zij deze uitvoering slechts moeilijker of bezwaarlijker, zelfs veel moeilijker of veel bezwaarlijker, zou gemaakt hebben, volstaat niet. In algemeen en zin gesproken, is er in dit

geval eene ongunstige kansverhouding, welke de schuldenaar moet geacht worden te hebben aanvaard en waarvoor hij bijgevolg moet instaan, evenals hij zou kunnen voordeel trekken uit eene gunstige kansverhouding voortvloeiende uit het feit dat, ten gevolge van andere omstandigheden, de uitvoering zijner verbintenis minder moeilijk of minder bezwarend mocht zijn. — Daarop steunt artikel 1793 van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk bepaalt dat « wanneer een bouwmeester of een aannemer zich voor eenen eens » voor al gestelden prijs belast heeft met het maken van een gebouw, . . . » hij geene verhooging van den prijs vorderen kan . . . onder voorwendsel van vermeerdering der dagloonen of der bouwstoffen ». — Het was dus niet mogelijk, uit de toepassing der voorschriften tot regeling van de overmacht en van hare gevolgen de oplossing af te leiden, die te dezer zake gewenscht is ter vrijwaring van 's lands economische belangen evenals ter vrijwaring van de rechtmatige belangen eener belangrijke groep van burgers.

Artikel 1165 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt echter dat « hoe algemeen ook de bewoordingen zijn, waarin eene overeenkomst is uitgedrukt, » deze slechts die zaken bevat, waarover partijen voornemens waren te » handelen ». Artikel 1156 luidt: « Men moet in de overeenkomsten » nagaan, welke de wederzijdsche bedoeling der handelende partijen » geweest is, eerder dan zich bij den letterlijken zin der bewoordingen op » te houden. » Artikel 1134, § 3, bepaalt dat « de overeenkomsten te goeder trouw moeten uitgevoerd worden », hetgeen hierop neerkomt dat de rechter mag afwijken van de oplossing voorgeschreven door den tekst eener overeenkomst, wanneer deze oplossing zou leiden tot zoodanige uitkomsten dat partijen, indien zij deze hadden kunnen voorzien bij de onderhandeling, ze zeker zouden uitgesloten hebben.

Deze algemeene bepalingen vloeien voort uit een nog meer algemeen grondregel, welke ligt in het wezen zelf van de overeenkomst, in het feit, dat zij slechts kan opgevat worden als het gevolg van de volledige samenwerking van den wil der door haar gebonden partijen. Krachtens dien regel is men, in zake overeenkomsten, enkel door zijne toestemming verbonden, en bijgevolg tot wat bij deze toestemming werd bedoeld.

En het schijnt moeilijk te betwisten dat deze hoofdzakelijke grondregel aan de partij, die zich voor eene bepaalde zaak verbonden heeft, zou toelaten den last der risico's of de buitengewone kansen die het samenstel kunnen wijzigen van de overeenkomst, waarvan zijne verbintenis afhangt, af te wijzen, zoodra als vaststaand moet aangenomen worden dat zij ze niet heeft kunnen voorzien, toen zij onderhandelde. Het is immers niet mogelijk te willen wat aan het vooruitzicht en aan de gedachte ontsnapt. — Daarop steunt artikel 1150 van het Burgerlijk Wetboek, dat luidt: « De schuldenaar is slechts gehouden tot vergoeding der schade en verliezen, welke » voorzien zijn of welke men kon voorzien bij het contract, als het niet » door zijne arglist is dat de verbintenis niet is uitgevoerd. » — Daarop steunt eveneens artikel 1773. Dit artikel, bedoelend het geval van een beding waarbij een pachter den last op zich nam van de onvoorziene toevallen die

de vernieling van zijn oogst kunnen medebrengen, bepaalt dat « dit beding » is alleen te verstaan van gewone onvoorziene toevallen, zooals hagel, » bliksem, vorst of het vroegtijdig afvallen der bloesems », doch dat « het » niet wordt verstaan van buitengewone onvoorziene toevallen, zooals » verwoestingen des oorlogs, of overstroming, waaraan het land niet » gewoonlijk onderworpen is, tenware de pachter alle, zoo voorziene als » onvoorziene, toevallen op zich heeft genomen », bepaling die de tribuun Jaubert heeft uitgelegd ter vergadering van het Wetgevend Lichaam van 16 Ventôse an XII (Locné, t. 7, bl. 213), toen hij zei : « Een pachter neemt » op zich de gewone onvoorziene toevallen, als hagel, bliksem, vorst of » vroegtijdig afvallen der bloesems. 't Zou zeker niet rechtvaardig zijn, » zijne verbintenis uit te strekken tot de ongewone onvoorziene gevallen » *die hem niet in den geest kunnen gekomen zijn*, zooals de oorlogsverwoes- » tingen of eene overstroming waaraan het land in gewone tijden niet » onderworpen is. » — Met dit beginsel staat ook in verband artikel 19 der wet van 11 Juni 1874 op de verzekeringen, luidende : « De verzekering » bevat noch oorlogsgevaren, noch verliezen of schade door oproer veroor- » zaakt, tenzij het tegendeel bedongen ware. ». — En de rechtspraak heeft dit meer dan eens toegepast in zake aanneming van openbare of private werken, wanneer zij besliste dat een contract van aanneming voor eenen eens voor al bepaalden prijs den aannemer niet kan verplichten den last te dragen van risico's, werken of buitengewone uitkeeringen, welke hij niet kon voorzien en waaraan het zijn wil niet kan geweest zijn zich te onderwerpen bij het sluiten van het contract : « Overwegende, dat, naar luid van » artikel 1163 van het Burgerlijk Wetboek, hoe algemeen de termen ook » zijn, waarin eene overeenkomst is vevat, zij enkel de zaken omvat, » waarover het blijkt dat partijen zich voorstelden contract te sluiten », leest men namelijk in een arrest van het Hof te Luik van 12 Februari 1868 (B. J., 1871, 250); « dat deze regel, gegrond niet enkel op de rechtvaardig- » heid, maar op de reden zelf die eischt dat er zonder den wil geene over- » eenkomst is, moet toegepast worden op de contracten mits eenen eens » voor al bepaalden prijs, even als op alle andere contracten; dat die aanne- » ming, tenzij het tegendeel uitdrukkelijk is bedongen, den aannemer enkel » onderwerpt aan de kansen en mogelijkheden die zich kunnen voordoen » bij de uitvoering der werken en waarover partijen contract hebben willen » sluiten; waaruit volgt dat in het onderhavig geval, waar geen beding van » dien aard voortvloeit uit den inhoud der akten, de gesloten overeenkomst » niet betrof metselwerk waarvan niemand het bestaan vermoedde en dat » de Rijksingenieur verklaart buiten alle vooruitzichten te zijn gebleven. » (Conf., Luik, 6 Maart 1883. *Pas.* 1884, II, 25. — Luik, 22 Februari 1896. B. J., 418. — Luik, 20 Juli 1901. *Pas.* 1902, II, 71. — Brussel, 23 Juni 1902. B. J., 1902, 1545. — Aarlen, 7 December 1904. *Pand. Per.*, 1905, 611. — Cassatie Frankrijk, 23 Juni 1873. D. P. 1874, I, 329. — Cassatie Frankrijk, 20 April 1874. D. P. 1874, I, 329. — Raad van State in Frankrijk, 20 Mei 1904, 3 Februari 1905, 29 Juli 1909, 26 Juni 1912, 1 Augustus 1914. *Gaz. des Trib.*, 1916, n^o 76, 77, en 78).

Nu, het staat vast dat de oorlog, dien wij ondergingen, zoo niet doordat hij heeft plaats gehad, dan toch door zijn wereldkarakter, door zijn duur, door de onnoemelijke economische gevolgen die hij heeft na zich gesleept, een volstrekt buitengewoon risico is, dat moest ontsnappen aan de vooruitzichten van hen die overeenkomsten hadden gesloten vóórdat hij losbarstte.

Toen de fabrickanten, de kooplieden, de aannemers, de concessiehouders van openbare werken of openbare diensten zich verbonden en de voorwaarden hunner onderlinge verbintenissen bepaalden, konden zij, evenmin als de medehandellende partij, voorzien dat, alvorens deze verbintenissen gansch ten uitvoer zouden gelegd zijn, de vreeselijkste aller oorlogen het grootste gedeelte der wereld zou aangetast hebben, meer dan vier jaren zou duren, zoowel te water als te land, op de meest schaamteloze wijze zou gevoerd worden, in strijd met de eenvoudigste wetten van het volkenrecht en ondanks de onder al de natiën gesloten verdragen. Zij konden er zich niet aan verwachten, dat een van de oorlogvoerende partijen de miskenning van het gegeven woord zou gedreven hebben tot de beraamde vernieling van de fabrieken en dezer werktuigen, tot de stelselmatige vernietiging van de verkeersmiddelen. Zij konden niet voorzien dat de schuld van de voornaamste landen der wereld de huidige reusachtige bedragen zou bereiken en de voornaamste bronnen van voortbrenging zoo zwaar zou belasten. Zij konden niet gelooven dat de verwoestingen van den oorlog, de aanwending van al de werkkrachten tot zijne voorbereiding, de maatschappelijke storingen welke hij in verscheidene streken zou veroorzaken, het verlies van miljoenen menschenlevens, de voortbrengingskracht van de meeste natiën zou stremmen of aanzienlijk zou verminderen. Zij konden niet vermoeden dat deze en meer andere factoren, aanleiding zouden geven, zoo niet voor altijd dan toch voor lange jaren, tot de voorwaar verschrikkelijke duurte van al de voorwerpen en al de werken, die voor de herstelling en de ontwikkeling van het economische leven noodig zijn.

De onmetelijke gevolgen van zulke ramp, de volstrekte onmogelijkheid waarin men zich moest bevinden om ze te vergoeden door gunstige omstandigheden, evenals om ze te doen samengaan met een winstgevend en redelijk bedrijf van de nijverheid zooals dit vóór den oorlog het geval was, leveren op zich zelf alleen het bewijs, dat het niet het inzicht van den nijveraar kon zijn, den last daarvan op zich nemen.

Derhalve is men gerechtigd te zeggen dat eene overeenkomst, gesloten met het oog op eenen normalen toestand en op gewone risico's, voor partijen niet bindend kan blijven na het ontstaan van een staat van zaken die zoo zeer buiten dit vooruitzicht ligt, de grondwetten van het economische leven ten volle heeft omgeworpen, en zelf ten aanzien van de gegevens, welke het sluiten der overeenkomst beheerschten, een risico uitmaakt, zoo buitensporig en zoo onvoorzien als het risico dat wij onderstaan en waarschijnlijk nog gedurende lange maanden, zelfs gedurende lange jaren zullen onderstaan !

De Raad van State in Frankrijk steunde op zulke beschouwingen om te beslissen dat maatschappijen voor de openbare verlichting niet konden

gehouden worden, mits de voorwaarden door de concessie-overeenkomsten bepaald, de werking van den dienst, waarvan zij den last op zich hadden genomen, te verzekeren zoolang de door den oorlog in 't leven geroepen abnormale toestand zou duren : « Overwegende, dat, wegens de bezetting » door den vijand van het grootste gedeelte den kolenmijnstreken op het » Europeesch vasteland, wegens het steeds moeilijker vervoer te zee zoo uit » hooft van de opeischung der schepen als van den aard en den duur van » den wereldoorlog, de in den loop van dezen oorlog ontstane prijsver- » hooging der steenkolen, welke de grondstof uitmaken voor de gas- » fabricatie, zoo aanzienlijk was dat zij niet alleen uitzonderlijk kan worden » genoemd in den gewonen zin van het woord, maar dat zij den kostenden » prijs van het gas doet stijgen in zulke mate dat die stijging buiten alle » berekening, de uiterste grenzen heeft overschreden van wat in deze kon » worden voorzien door de partijen, toen zij de concessie-overeenkomst » sloten ; dat, ten gevolge van den hierna vermelden samenloop van omstan- » digheden, er geen samenhang meer is in de overeenkomst ; dat dus de » gasmaatschappij terecht kan beweren dat zij niet kan gehouden zijn, » alleen onder de voorwaarden voorzien bij den aanvang, de werking van » den dienst te verzekeren, zoolang den hier boven beschreven abnormale » toestand voortduurt », — zoo deed hij reeds op 30 Maart 1916 uitspraak in zake de Algemeene Verlichtingsmaatschappij van Bordeaux tegen de stad Bordeaux. (*Gaz. Trib.*, 1916, n° 76, 77 en 78. — Conf. de op 21 Februari 1919 gegeven beslissingen in zake de Nieuwe Maatschappij voor Gasverlichting en Gasverwarming tegen de stad Libourne en in zake Houdry tegen den Staat, op 28 Februari 1919 in zake de stad Cholet tegen de stad Lagny en op 11 April 1919 in zake de stad Auxerre tegen de Fransche Maatschappij voor Gasverlichting en Gasverwarming.)

En het Hof van Beroep te Luik heeft in denzelfden zin uitspraak gedaan over gelijkaardige geschillen, bij zijne arresten van 2 Januari en 14 Februari 1917. (*Pas.* 1917, II, 136 en 63).

De hoegrootheid van de betrokken belangen, hun aard, het feit dat zij in nauw verband zijn met het economisch herstel van het land, beletten echter dat men, om ze te vrijwaren, er zich bij bepale, deze gegevens van gemeen recht door de rechtspraak te bekrachtigen.

Hieromtrent is de rechtspraak nog niet genoegzaam gevestigd.

De leer, welke dient te worden toegepast — namelijk de leer van het onvoorziene — is nieuw, en gaat tegen zekere denkbeelden en zekere vooroordeelen in. Betwisting is nog mogelijk. De zaak is hoofdzakelijk eene feitelijke zaak ; zij ontsnapt dus aan de bevoegdheid van het Verbrekingshof ; derhalve is het niet mogelijk, door deze tusschenkomst, aan al de rechts-onderhoorigen eenheid en gelijkheid van behandeling te verzekeren. De toepassing van de leer van het onvoorziene, op zich zelf beschouwd, met het enkele gevolg dat de gewone wet toelaat er aan te hechten, laat slechts toe, het contract niet toepasselijk te verklaren en het te schorsen of te verbreken ; in menig geval laat zij dus niet toe, aan dringende economische behoeften en aan de eischen der billijkheid te voldoen.

Om deze verschillende redenen was het optreden van den wetgever noodzakelijk, en, om dit optreden tot een werkelijk feit te maken, heeft de Regearing aan de Kamer het wetsontwerp voorgelegd, waarover zij dient uitspraak te doen.

Het stelsel van het ontwerp wordt door het eerste artikel aldus opgegeven :

« Buiten de oorzaken van ontbinding, voorzien bij de wet, kan de rechter, » op verzoek van eene der partijen, de ontbinding uitspreken van de contracten hebbende een handelskarakter, al ware het slechts ten aanzien » van eene der partijen, die vóór 1 Augustus 1914 werden gesloten en » tot opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde uitkeeringen verplichten, » indien het bewezen is dat de uitvoering van die contracten wegens den » oorlog op den bepaalden tijd aan de partijen of aan eene dezer lasten zal opleggen, welke normaal niet konden worden voorzien bij het sluiten van » het contract.

» Deze ontbinding wordt uitgesproken, hetzij zonder eenige voorwaarde, » hetzij mits voorwaarden welke de rechter bepaalt, met inachtneming van » den aard van het contract, van de uitvoering, die daaryan geschiedde, en » van de gevolgen dier uitvoering voor elke partij. »

a) De voorgestelde tekst, welke zeer rechtstreeks ingegeven is door artikel 2 der Fransche wet van 21 Januari 1918, vangt dus aan met de uitdrukkelijke voorbehouding van de onderscheidene ontbindingsoorzaken, door het gemeene recht vastgesteld. Dit geldt bij voorbeeld voor het recht van elke partij om de toepassing van eene uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde of van de bij artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek gevestigde stilzwijgende ontbindende voorwaarde te vervolgen, in geval van niet-naleving, door de handelende partij, van hare verplichtingen, het recht van den verkoper van eetwaren of roerende voorwerpen om de ontbinding van den koop wegens niet afhaling ten behoorlijken tijde naar luid van artikel 1637, te doen vaststellen; het recht van den meester om, door zijn wil alleen, de voor een bepaalden prijs gesloten overeenkomst te verbreken, al is het werk reeds aangevangen, door den aannemer schadeloos te stellen voor al zijne uitgaven; voor al zijne werken en voor al wat hij in deze zaak zou hebben kunnen winnen, krachtens artikel 1794, — de ontbinding van het contract van werkverhuring ten gevolge van het overlijden van den arbeider, van den bouwmeester of den aannemer, voorgeschreven door artikel 1793... En aan deze ontbindingsoorzaken, door de wet gevestigd, uitdrukkelijk door het ontwerp voorbehouden, moet men ongetwijfeld voegen die welke eene eenparige rechtspraak heeft afgeleid uit den vermoedelijken wil der partijen en alleen bestaat in het vervallen van den leveringstermijn in al de gevallen waar er sprake is van eene overeenkomst betrekking hebbende op koopwaren die de schommelingen der prijzen ondergaan; in dit geval geschiedt de ontbinding ten voordeele van den koper als van den verkoper, in tegenstelling met die welke uitsluitend ten voordeele van den verkoper geschiedt krachtens artikel 1637, voor den verkoop van hoe ook genaamde eetwaren en roerende voorwerpen.

6) De nieuwe bepaling zal van toepassing zijn op de contracten der bedoelde soorten *hebbende een handelskarakter, al ware het slechts ten aanzien van eene der partijen*. In dit opzicht zou zij dus beheerschen de contracten van elke concessie, een handelskarakter hebbend ten aanzien van de concessiehouders, — de dienstcontracten die een handelskarakter hebben ten aanzien van den werkgever... En daar het handelskarakter van het contract op zich zelf beschouwd, en niet de hoedanigheid van den handelaar der partij moet in aanmerking genomen worden, zal zij insgelijks de verkooping van producten van den grond aan een niet handelaar beheerschen, wanneer blijkt dat deze gekocht heeft om verder te verkoopen. (Art. 2 der wet van 15 December 1872). — Doch zij zal de contracten, die een burgerlijk karakter hebben ten aanzien van al de handelende partijen, niet beheerschen.

De niet-toepasselijkheid der wet op de burgerlijke contracten wordt, voor de huren van huizen, gerechtvaardigd door de omstandigheid, dat zij het voorwerp eener bijzondere wet hebben uitgemaakt. Voor de landhuren wordt zij gewettigd door de overweging, dat deze, ten gevolge van den oorlog, aan geene der partijen lasten kunnen opleggen, welke niet normaal konden voorzien worden bij het sluiten van het contract. Zóó ook voor de verkooppingen van vaste goederen.

Wat betreft de verkooppingen van roerende voorwerpen, hebbende een burgerlijk karakter ten aanzien van beide partijen, namelijk de verkooppingen van fruit, van eetwaren, van steenkolen, van erts, rechtstreeks door de landbouwers, de kolenmijnen en ondernemers van graverijen gedaan aan den verbruiker, zou de tusschenkomst van den wetgever, voor hen nagenoeg geen nut opleveren. Het sluiten, ten bate van niet-handelaars, van leveringscontracten betreffende soortgelijke zaken komt inderdaad zeer zelden voor; en indien er zijn, waarvan de oorlog de uitvoering heeft verlamd, dan zullen zij ontbonden zijn alleen na het verstrijken van den besproken tijd voor de aflevering of de weghaling, krachtens artikel 1657 van het Burgerlijk Wetboek of krachtens de rechtspraak, welke een uiterlijke tijdsbepaling toekent voor de levering der aan schommelprijzen onderhevige producten of koopwaren.

Men zou daarentegen niet kunnen begrijpen dat een onderscheid worde gemaakt tusschen de verhuringen van werk (arbeidsovereenkomst, dienstovereenkomst, enz.), met bepaalden duur, welke na den oorlog nog van kracht mochten zijn, naar gelang zij mochten aangegaan zijn door een arbeider of een bediende met een handelaar, of naar gelang zij het zouden zijn met een kolenverkooper of een landbouwer, — indien, zooals het ontwerp veronderstelt en in strijd met wat de Fransche wet heeft aangenomen, het voorrecht der wet diende te worden uitgestrekt tot soortelijke contracten, zoodra zij een handelskarakter zouden hebben ten aanzien van een der partijen. Echter, zooals het hierna wordt gezegd en uitgelegd, achtte de Middenafdeeling het geraden, in deze aan het door de Fransche wet aangenomen stelsel de voorkeur te geven boven dit, door de Regeering voorgesteld.

c) De contracten, die onder de aangeduide voorwaarde aan de wet zijn onderworpen, zijn al de contracten, welke *tot opeenvolgende of eenvoudige uitgestelde ontberingen verplichten*.

Deze formule, beknopter dan die der Fransche wet en bedoelende de overeenkomsten en contracten *welke bestaan hetzij in leveringen van koopwaren of eetwaren, hetzij in andere opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde uitkeeringen*, is, even als deze, buitengewoon ruim.

Zij dekt al de contracten welke niet ten volle uitgevoerd worden, hetzij er slechts ééne uitkeering ofwel meer uitkeeringen moesten gedaan worden, hetzij de uitkeering welke nog te doen is alleen werd bedongen of deel uitmaakt van verscheidene opeenvolgende uitkeeringen. In dit opzicht moet er inderdaad geen reden tot onderscheid zijn. De redenen daartoe waren dezelfde; de lasten, die de uitvoering eener afzonderlijke uitkeering medebrengt, kunnen evengoed het maximum der mogelijke vooruitzichten overschrijden en geschikt zijn om den schuldenaar te gronde te richten als die, welke zijn verbonden aan het doen van twee, drie, vier, vijf opeenvolgende uitkeeringen.

Anderzijds bedoelt de formule alle hoe ook genaamde uitkeeringen, zoowel die tot het *doen* als die tot het *geven* en, onder de uitkeeringen tot het *doen*, die welke ten doel hebben diensten of werken te leveren evenals die, welke verplichten tot levering van vervaagbare zaken, namelijk eetwaren en koopwaren. *A priori* bedoelt zij dus de arbeids- of dienstcontracten welke na den oorlog nog konden bestaan.

De uitvoering van het arbeids- of dienstcontract kan voorzeker, ten gevolge van den oorlog, voor den dienstverhuurder lasten meebrengen, welke normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van het contract. Het schijnt immers wel dat als een nieuwe last van den beloofden arbeid moet worden aangezien de verhooging der levensmiddelen waarin de arbeider of de bediende door middel van dezen arbeid moet voorzien, de hoogere waarde welke de arbeid heeft verkregen, ten gevolge van de algemeene verhooging der bezoldiging van den handenarbeid en van de overige soortgelijke uitkeeringen.

Het zal echter zeer zelden gebeuren dat soortgelijke contracten, ofwel vóór, ofwel in 't begin van den oorlog gesloten, nog bindend zijn of dat, ten aanzien van de overlevenden, de belanghebbenden in het gemeene recht niet het middel kunnen vinden om ze te doen ontbinden. Meestal, worden deze contracten zonder bepaalden tijdduur gesloten; daarom is het de plicht van elke der partijen, ze te allen tijde een einde te doen nemen, mits de gebruikelijke opzegging. Onder de contracten met bepaalden duur zijn er een groot aantal, welke gedurende den oorlog vervallen zijn. Tengevolge van de onderbreking wegens overmacht, voortvloeiende uit de algemeene schorsing der zaken, zal eene menigte andere een einde hebben genomen (argt. art. 16 en 28 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst). Wat betreft de contracten, die nog niet vervallen zijn en die van kracht zijn gebleven onder den oorlog, kan het gebeuren dat deze zonder voorbehoud voortgezette uitvoering, de aanneming van het contract heeft medegebracht,

ondanks het ontstaan van den oorlog en dezes gevolgen. Feitelijk zullen de werkgevers er in 't algemeen belang bij hebben, het bedrag van het aan den verhuurder van diensten verschuldigd loon uit eigen beweging, ondanks elke tegenstrijdige overeenkomst, te verhoogen, ten einde zijn ijver aan te wakkeren en zijn arbeid te verbeteren; de bediende kan er hem toe brengen door te dreigen met eene onderbreking, waarvan de aansprakelijkheid ongetwijfeld op hem zal berusten, doch aan welker gevolgen hij steeds gemakkelijk zal kunnen ontsnappen. De dienstcontracten op langen termijn behelzen dikwijls bijkomende verbintenissen, die bestemd zijn om de mogelijke concurrentie van den bediende te verhinderen en die door het verbreken van het contract voortijdig zouden vervallen. De medewerking van een bepaalden beheerder, van een bepaalden bestuurder, van een bepaalden dienstoverste is vaak onontbeerlijk voor het slagen der onderneming waaraan hij is verbonden; het recht om zijn contract vóór den eindtermijn te kunnen verbreken, zou hem toelaten, aan zijn werkgever buitensporige voorwaarden op te leggen, onder bedreiging hem te verlaten en misschien te gronde te richten.

Waarschijnlijk om deze redenen, wordt door artikel 71 der Fransche wet bepaald, dat deze niet van toepassing is op *de contracten van werkverhuring*.

De Middenafdeeling was van gevoelen dat het noodig was, in het ontwerp eene dergelijke bepaling op te nemen, mits men de benaming : *contracten van werkverhuring* vervangt door die : *contracten van dienstverhuring*. Inderdaad, de benaming : *werkverhuring* heeft in de terminologie van het Burgerlijk Wetboek eene buitengewoon ruime beteekenis. Zij is van toepassing op de vervoercontracten en op de aannemingscontracten, evenals op de dienstcontracten, de arbeidscontracten, de verhuring van dienstboden. (Hieromtrent zie men de artikelen 1779 en volgende B. W.) En de aannemingscontracten, alsmede sommige contracten betreffende het vervoer behoreen tot diegene, waarvoor de beginselen van het ontwerp inzonderheid gelden.

De Fransche wet heeft insgelijks *de verhandeligen ter fondsenbeurzen* aan hare toepassing onttrokken. Deze bepaling moet in verband gesteld worden met de voorschriften der Fransche wetgeving, welke de beursverhandeligen regelt en waarbij geldig verklaard worden sommige contracten op termijn, waarop de Belgische rechtspraak artikel 1963 van het Burgerlijk Wetboek toepast en die zij bijgevolg als ongeoorloofd aanziet.

De Middenafdeeling was niet van meening dat het noodig was, onder het beheer onzer wetgeving aan den algemeenen regel den verkoopte onttrekken van waarden op termijn, die niet het karakter van het kansspel dragen en die bijgevolg geoorloofd zijn. De gevallen, waarbij de uitvoering van soortgelijke overeenkomsten voor de partijen of voor een dezer lasten zou medebrengen die normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van het contract, zullen overigens zeer zelden voorkomen.

d) Het ontwerp bedoelt enkel de contracten *die vóór 1 Augustus 1914 werden gesloten* — dit naar het voorbeeld van de Fransche wet. Het neemt echter aan, door eene bijzondere bepaling (art. 2), dat *de eisch tot ontbin-*

ding niet mag afgewezen worden om de enkele reden dat, tusschen 1 Augustus 1914 en de bekendmaking dezer wet, partijen, bij eene nieuwe overeenkomst, de modaliteiten der door haar of door een harer aanvankelijk aangegane verbintenissen mochten gewijzigd hebben. Hieromtrent luidt de Memorie van Toelichting : « Wat betreft den datum, is de Regeering van meening » dat, zoo partijen, bij het sluiten van contracten in de eerste oorlogs- » maanden, de uitgebreidheid van den lateren weerslag der gebeurtenissen op het economisch bedrijf niet konden voorzien, het niettemin » vast staat dat de gewichtigheid en het geweld van den aangebonden strijd » toen dergelijken weerslag lieten vermoeden. Terecht mogen de tijdens den » oorlog gesloten overeenkomsten niet op gelijken voet worden gesteld met » die, welke vóór den oorlog werden getroffen. Echter zijn deze redenen » niet toepasselijk, bijaldien de partijen, bij eene in den loop van den » oorlog onderschreven nieuwe overeenkomst, de bepalingen van eene vóór » de opening der vijandelijkheden aangegane verbintenis zouden hebben » gewijzigd. De mogelijkheid om de ontbinding te doen uitspreken is, in » dit geval, in het wetsoftwerp niet uitgesloten ».

Deze bepalingen strekken er dus toe, alle nieuwe contracten gesloten na 1 Augustus 1914, welke de dagteekening daarvan ook zij en onder welke voorwaarden zij ook werden gesloten, niet enkel buiten de nieuwe wet te sluiten, maar ook te onttrekken aan de toepassing van de leer van het onvoorziene, in zooverre zij door het gemeene recht kan gerechtvaardigd worden.

De Middenafdeeling meende zich bij dit stelsel niet te kunnen aansluiten.

Ongetwijfeld kenden de partijen, die een contract hebben gesloten na het uitbreken van den oorlog, het risico daarvan en hebben zij dit aanvaard; zij moesten voorzien dat hij de uitvoering van hare verplichtingen zou beïnvloeden. Ongetwijfeld volstaat de dwaling, die een handelende partij kan begaan betreffende de gevolgen van een risico, over het algemeen niet om de verbintenissen die zij, met het vooruitzicht van dit risico, heeft aangegaan, te verbreken. Hij, die te zijnen nadeele de dwaling heeft begaan, moet het verlies daarvan dragen, evenals hij die de winst zou opstrijken tengevolge van de tegenovergestelde dwaling begaan door hare wederpartij. Dit is eigen aan elke onderneming met aanmerkelijk risico, en soortgelijke onderneming ligt ten grondslag aan den oorlog.

Maar de oorlog, die ons meer dan vier jaar lang heeft gemarteld, bracht ons, wat betreft zijne gevolgen evenals de keuze der middelen door den bezetter gebruikt om hem voort te zetten, zulke vreeselijke verrassingen mede, gaf aanleiding tot zoo ongehoorde buitenspoorigheden, erger dan al wat zelfs de meest pessimistische verbeelding ooit heeft kunnen bevroeden, dat sommige der daardoor veroorzaakte economische gevolgen heel wel konden gaan boven al wat men voor de eerste oorlogsmaanden kon voorzien: en onder die omstandigheden ziet men noch logisch noch billijk in, hoe men, wat betreft die vermeerdering van lasten, de toepassing der leer van het onvoorziene zou kunnen buitensluiten, in verdere mate dan men ze buitensluit voor de overeenkomsten gesloten enkele maanden of enkele weken vroeger, vóór 1 Augustus 1914.

Zóó kan het volstrekt gewettigd zijn, het voordeel der leer van het onvoorziene en bijgevolg van het recht door het ontwerp op den grondslag dezer leer erkend, te verleenen aan de partij die gedurende de eerste weken van den oorlog overeenkomsten heeft gesloten, wanneer niemand den duur noch de hevigheid daarvan kon voorzien, evenmin als de uitputting der economische hulpmiddelen van meest al de landen der wereld. Zóó zou het eveneens overdreven zijn, eene partij te verplichten tot uitvoering van een contract van levering die zij gerekend had na weinigen tijd te kunnen doen, vooral eer de economische toestand van het land werkelijk gewijzigd werd, op grond van den vrijen handel zooals deze door de eerste beloften van den bezetter werd gewaarborgd, maar waaraan zij onverwacht geen gevolg meer kon geven, ten gevolge van een verbod van de Duitsche overheid, van de inbeslagneming harer grondstoffen, van de verwoesting harer fabriek of harer werktuigen, van het vervoeren harer werklieden.

In dit opzicht bestaat er geen reden een onderscheid te maken tusschen de nieuwe overeenkomsten gesloten na 1 Augustus 1914, en de nieuwe overeenkomsten tot wijziging van vroegere verbintenissen, aangegaan tusschen 1 Augustus 1914 en de bekendmaking der wet, waarvoor het ontwerp bepaalt dat haar bestaan niet volstaat om den eisch tot verbreking der eerste overeenkomsten af te wijzen.

Dit zijn alle bijzondere gevallen, voor welker oplossing de rechter, bij toepassing van de wet, — (zooals hij het zou moeten doen bij toepassing van de gegevens ontleend aan het gemeene recht door de leer van het onvoorziene, in gevallen waar de wet niet zou optreden), — zal moeten nagaan of er nieuwe lasten ontstaan zijn, welke merkelijk zwaarder zijn dan die, waaraan partijen zich konden verwachten bij het sluiten hunner overeenkomst, met dien verstande dat, voor de contracten gesloten vóór 1 Augustus 1914, doch gewijzigd na dezen datum, evenals voor de contracten gesloten na 1 Augustus 1914, de vermeerdering van lasten, welke men in dien zin zal moeten in aanmerking nemen, uitsluitend de vermeerdering zal zijn die zich heeft voorgedaan sedert het sluiten van de laatste overeenkomst.

De Middenafdeeling meende dan ook het ontwerp der Regeering in dit opzicht te moeten wijzigen : zij legde er zich op toe, het toetsingsrecht van den rechter betreffende de overeenkomsten, die de contracten van vóór den oorlog wijzigen, in de door haar voorgestelde teksten duidelijker te doen uitschijnen dan in artikel 2 van het ontwerp.

Zij stelt voor : 1°) de toepassing van de nieuwe wet uit te strekken tot de contracten gesloten vóór 1 April 1917, tijdstip waarop niemand zich nog illusies kon maken over den duur van den oorlog en over de rampspoedige economische gevolgen daarvan; 2°) de verbreking der contracten gesloten vóór 1 April 1917, doch die door eene latere overeenkomst mochten gewijzigd zijn, afhankelijk te stellen van de dubbele voorwaarde dat die wijziging vóór 1 April 1917 hebbe plaats gehad en dat de uitvoering der overeenkomst voor de partijen of voor een dezer lasten heeft medegebracht, die niet normaal konden voorzien worden bij het sluiten der wijzigende overeenkomst.

De datum van 1 April 1917 komt, in den geest van de Middenafdeeling, overeen met het oogenblik waarop het uitbreken van den ongebreidelde duikbootoorlog de oorzaken, die op de economische gevolgen van den oorlog hebben gedrukt, tot de uiterste grens hebben gedreven.

f) Het recht, dat de Regeering voorstelt te erkennen aan *partijen*, in de gevallen waar eene overeenkomst een handelskarakter heeft, al ware het maar van de zijde van een der partijen, en gesloten vóór 1 Augustus 1914, zou de *ontbinding* van het contract bedoelen.

Het spreekt vanzelf dat gezegd recht enkel zal behooren aan de partij die verplicht is tot de uitkeering, welke lasten zou medebrengen die niet normaal konden voorzien worden bij de contractsluiting. Hare wederpartij zal niet gemachtigd zijn dit recht uit te oefenen, zoo zij zich niet kan beroepen op de oorzaak waarop het steunt.

Wat het onderwerp van dit recht betreft mogen wij wel bezwaren aanvoeren tegen het woord, waarmede men het aanduidt. Juridisch gesproken kan de *ontbinding* van een contract enkel opgevat worden als het gevolg van de vervulling eener uitgedrukte of stilzwijgende ontbindende voorwaarde; en in het onderhavig geval kan er van niets dergelijks sprake zijn. Normaal heeft de ontbinding terugwerkende kracht, *ex tunc*, (zie art. 1183 B. W); zij stelt de zaken bijgevolg op denzelfden voet alsof de overeenkomst nooit bestaan had; door het feit zelf verplicht zij elke partij terug te geven wat zij mocht hebben ontvangen uit hoofde van het contract. Hier kan nooit sprake zijn van eene ontbinding van dien aard, maar enkel van eene ontbinding — van kracht voor de toekomst, *ex nunc*. — De term *verbreking*, die niet de gedachte van eene voorwaarde weergeeft en geen twijfel laat ontstaan nopens het oogenblik vanaf het welk dit begrip in werking treedt zou dienvolgens beter passen om uit te drukken wat de indieners van het ontwerp beoogden.

In den grond erkent het ontwerp aan den rechter slechts het recht toe de verbreking van een contract uit te spreken, met dien verstande dat hij ze bij voorkomend geval ook mag afhankelijk stellen van voorwaarden, die hij bepaalt met inachtneming van den aard van het contract, van de uitvoering die het kan hebben gehad, en van de gevolgen dier uitvoering voor elk der partijen. Het erkent hem niet op meer bijzondere wijze het recht toe, de *schorsing van een contract voor een door hem bepaald tijdperk uit te spreken*, zooals de Fransche wet luidt. Het geeft hem niet het recht, het contract te wijzigen, de vastgestelde prijzen te verhoogen, bij voorbeeld, iets wat de Fransche wet ook niet toelaat, maar wat wel werd aangenomen door den Raad van State, bij zijne beslissingen in zake contracten van concessie voor openbare verlichting.

Om aan den rechter het recht te kunnen geven, de schorsing uit te spreken van de contracten waarvan zou bewezen zijn dat de uitvoering, wegens den oorlog, voor partijen of voor eene harer lasten zou bijbrengen, welke normaal niet konden voorzien worden, op het oogenblik dat zij het contract sloten, zou men met eenige zekerheid den terugkeer tot den normalen toestand moeten kunnen voorzien, en, althans bij benadering, den datum

van dezen terugkeer tot den normalen toestand kunnen bepalen; en men dient wel te erkennen dat het niet zoo is. De schorsing, welke zou dienen uitgesproken te worden, zou, in elk geval en met het oog op den huidige staat van zaken, nooit anders dan van langen duur kunnen zijn; niettemin zou de nijverheid intusschentijd moeten heringericht worden; hare middelen van werking, hare behoeften zouden kunnen veranderen, sommige bedrijfstakken zouden kunnen verlaten worden, de clientele, welke men voor den koper zou moeten aankweeken, zou hem kunnen verlaten; de koper zou verplicht zijn zich elders te voorzien; kortom, de overeenkomst, welke nuttig was bij de sluiting daarvan, zou het wellicht niet meer zijn op het oogenblik waarop de termijn harer schorsing ten einde loopt; de voortbrenger zelf zou er misschien belang bij hebben, zich voor dit tijdstip vrij te maken van den last eener levering, welke niet meer zou strooken met de modaliteiten zijner nijverheid. Daarom aarzelde de Middenafdeeling niet, zich met de zienswijze der Regeering in deze te vereenigen en niet aan te nemen dat de rechter bevoegd zou zijn om gedurende een min of meer langen tijd de eischbaarheid van zekere uitkeeringen te verdagen.

Wat de herziening betreft, zegt de Memorie van Toelichting : « De herziening van de voorwaarden is strijdig met den aard zelf van de overeenkomsten, welke hoofdzakelijk op den wil der partijen gegrond zijn. Eene beslissing van overheidswege in de plaats van dezen wil, zou in menig geval het gemeenschappelijk inzicht kunnen tegenwerken en zoodoende aan alle betrokkene belangen schaden. »

De juistheid dezer bemerkingen is onbetwistbaar. Het is stellig dat, in zake van overeenkomsten, het vervangen van den wil der partijen door eene gebiedende beslissing van de wet of van den rechter, eene gewichtige zaak is, waartoe men slechts in geval van nood moet besluiten, voor zoover de hogere belangen, waarin men moet voorzien, zulks uitdrukkelijk eischen.

In dit geval bestaat deze noodzakelijkheid niet voor de overeenkomsten, voor de contracten van gewone ondernemingen, welke zich in elk opzicht aan de voorgestelde oplossing schijnen te moeten aanpassen. De verkoper, de aannemer, ontheven van een contract dat buitengewoon bezwarend is geworden, kan zijne nijverheid of zijn handel bij voortduur in stand houden door het sluiten van nieuwe overeenkomsten, die beter met de huidige economische vereischten strooken; de koper, de meester, zal zich elders de leveringen of de verbintenissen kunnen verschaffen, tegen prijzen welke juist overeenkomen met de werkelijke waarde der koopwaren of der uitkeeringen die hem kunnen noodig zijn, met de waarde welke door de herziening, ware zij mogelijk, zou bepaald worden.

Gansch anders is het echter gesteld met eene bijzondere soort van contracten, waarbij aanzienlijke openbare en private belangen zijn betrokken : de contracten van concessie van spoorwegen, van tramwegen, van verlichting, van drijfkrachtleiding, van waterleiding.

Voor sommige dezer contracten moet het recht tot inning der tollén of ontvangsten voortkomende van het bedrijf der concessie en der daarvan

afhangende diensten, gedurende een bepaalden tijd, niet slechts den concessiehouder vergoeden voor de onkosten en lasten van dit bedrijf; het geldt bovendien als de prijs van het geheel of van een gedeelte der bouw- of aanleggingswerken van de lijn, van de leiding of van het net en van hunne aanhoorigheden; het is bestemd om aan den concessiehouder de delging mogelijk te maken van aanzienlijke kapitalen, welke hij, met verlies der hoofdsom, tot uitvoering dezer werken heeft besteed en waarvan hij verantwoording verschuldigd is aan zijne geldschieters, zijne aandeelhouders of zijne obligatiehouders. Mocht men aan diegenen dier concessiehouders, welke zich zouden bevinden in den door het ontwerp voorzienen toestand, slechts het recht erkennen om het concessiecontract te doen verbreken, dan zou men hen er toe brengen, ofwel het bedrijf met verlies te moeten voortzetten, ofwel daarvan af te zien, en afstand te doen van hun recht op terugbetaling van het kapitaalsaandeel dat nog niet zou uitgedelgd zijn; in beide gevallen zou het de onherstelbare ondergang zijn van de concessiehouders, van hunne aandeelhouders en hunne obligatiehouders; het zou rechtstreeks indruischen tegen het doel van het nationaal herstel, dat door de indieners van het ontwerp wordt nagestreefd.

De concessiën worden, in meest al de gevallen, in bedrijf genomen door maatschappijen waarvan de bedrijvigheid geen ander doel mag hebben. Zoolang deze maatschappijen de concessie behouden, zijn zij verplicht tot vervoer van alwie zich aanbiedt, tot levering van gas, electriciteit, water, aan alwie het aanvraagt, tegen de prijzen van het tarief. Daartoe zijn zij verplicht, wat het ook kosten moge, met hunne penningen materieel aan te koopen, de noodige centralen, aansluitingen, leidingen en teltoestellen tot stand te brengen. Het zal haar dus niet mogelijk zijn, indien zij haar bedrijf voortzetten, hare verliezen te verminderen, zelfs enkel te beperken. Zien zij er van af, zooals zij waarschijnlijk daartoe gedwongen zouden worden, dan zullen zij zich tevens tot volstreckte werkeloosheid en tot ontbinding veroordeelen, aangezien hare standregelen haar zullen beletten iets anders aan te vangen. Zóó zullen machtige economische factoren verdwijnen en zullen belangrijke gemeenschappelijke en individuele belangen welke zoo wel met den arbeid als met het kapitaal in verband staan, zwaar geschaad worden, — ten nadeele van het economisch herstel van het land en van de eenvoudigste rechtvaardigheid.

Anderzijds is het heel zeker dat vele concessiën haar bestaan aan de opvatting van den concessiehouder te danken hebben en slechts waarde hebben door de pogingen welke deze heeft aangewend om den betrokken dienst in 't leven te roepen, in te richten, uit te breiden en te verbeteren. In dit opzicht en dikwijls in groote mate zijn zij het persoonlijk werk van dezen concessiehouder, een vrucht van zijnen arbeid en van zijne opofferingen. In dezen gedachtengang gelden zij, in sommige opzichten, als uitvinding. — En het gezond verstand evenals de rechtvaardigheid verzetten er zich tegen, dat, waar men verplicht is te erkennen dat het billijk, noodzakelijk is aan sommigen het middel te verschaffen om zich aan overdreven, onvoorziene lasten te onttrekken, welke den samenhang van het door hen aangenomen

contract volkomen vernietigen en die uit den oorlog zijn ontstaan, men hun niet toelate zulks te doen zonder dat zij kunnen ontsnappen aan het even aanzienlijk kwaad en aan de even aanzienlijke ongerechtigheid, welke men zou bedrijven door hen het recht op hunne uitvinding en op het economisch leven te ontnemen.

In een anderen gedachtengang eischt het algemeen belang dat het bedrijf der openbare diensten, die het voorwerp van de concessiecontracten uitmaken, ongestoord en zoo goedkoop mogelijk worden voortgezet. Welnu, de verbreking, waartoe de concessiehouders zouden gebracht en dikwijls gedwongen worden, zou, in menig geval, deze eischen op ernstige wijze miskennen. Ongetwijfeld zijn er concessie-contracten, welke aan de overheid, die de concessie verleent, toelaten zich in 't bezit van al de inrichtingen van den concessiehouder te stellen zoodra de concessie is ten einde geloopt, mits zij den belanghebbende geheel of gedeeltelijk schadeloos stelt; en er zijn overheden, die concessie verleen, met name de groote steden, en die in staat zijn om dit recht behoorlijk uit te oefenen en dus het bedrijf van den dienst in eigen beheer dadelijk voort te zetten. Er zijn echter andere contracten welke zoover niet reiken; er zijn overheden, die concessie verleen en niet in staat zijn om zich zelve in de plaats van de concessiehouders te stellen; zij zouden bijgevolg gedwongen zijn, tot eene heraanbesteding over te gaan met de daaraan verbonden vertragingen; dit is het geval, namelijk met de kleine gemeenten; dit is vooral het geval met die kleine gemeenten, met die dorpen welke behooren tot eene streek die door een enkel concessiehouder bediend wordt; geen dezer gemeenten, geen dier dorpen zal ooit, in geval van verbreking, en in zoover het contract het toelaat, kunnen aanspraak maken op iets anders dan op de overgave van de leidingen die zich op zijn grondgebied bevinden; de belanghebbende gemeente zal van centrale beroofd zijn; zij zal niet over een aanvullende inrichting beschikken; zij zal dus verplicht zijn bijna alles tot stand te brengen, bijna alles in te richten; zij zal daartoe de middelen niet hebben en, gesteld dat zij die heeft, dan toch zal zij ze niet behoorlijk kunnen benutten; immers de inrichting van een dienst voor gas- en electriciteitsverdeling eischt het vastleggen van betrekkelijk aanzienlijke sommen, welke, voor hunne industriele vergelding, een minimum-verbruik behoeven, dat eene kleine gemeente of een dorp niet kan opleveren. — Buiten sommige uitzonderlijke gevallen, kosten de gemeentebedrijven meer dan het bedrijf der concessiehouders. Dit zal noodzakelijk het geval zijn waar men, om hunnen dienst te regelen, nieuwe inrichtingen tot stand zal moeten brengen en daartoe de hoogere prijzen voor materieel en werkkrachten zal moeten betalen, wanneer het zal noodig zijn bij voorbeeld een gewestelijk bedrijf door een plaatselijk te vervangen. — Wat betreft de heraanbestedingen, waartoe sommige gemeenten zouden verplicht zijn, deze zullen ook, om dezelfde redenen, tot zeer ernstige misrekeningen aanleiding geven; het is inderdaad onbetwistbaar dat de nieuwe concessiehouder, die, geheel of gedeeltelijk, een nieuwe inrichting tot stand moet brengen tegen den prijs van den dag, aanzienlijkere kapitalen zal moeten wagen en dienvolgens eene grootere

vergelding eischen dan de vorige concessiehouder, die zich bij voortduur zal bedienen van voor den oorlog bestaande inrichtingen; met des te meer reden zal het bedrijf van den nieuwen concessiehouder aanmerkelijk duurder komen te staan, wanneer de hem toevertrouwde dienst minder uitgebreid zal zijn dan die welke door zijn voorganger werd verzekerd.

Te vergeefs zou men, zooals sommigen het deden bij de behandeling van het wetsontwerp waarbij de Regeering wordt gemachtigd de toltarieven voor de tramvergunningen te verhoogen, staande houden dat de verliezen, welke de concessiehouders voortaan, gedurende een min of meer langen tijd, zullen ondergaan, zullen vergoed worden door de winsten welke zij in 't verleden hebben gemaakt; dat het derhalve billijk is dat zij de lasten ervan blijven dragen en dat bijgevolg, indien zij liever afzien van het voordeel der concessie om zich aan dezen last te onttrekken, de nadeelige gevolgen van deze beslissing aan zich zelf zullen te wijten hebben. — Zulke redeneering strekt er toe, het geheele ontwerp, in zijne toepassing op elk contract, te doen verwerpen; immers, wat in dit opzicht waar mocht zijn voor den concessiehouder van een spoorweg of een tramweg, van een gas-, electriciteit- of waterleiding, die de vergoeding voor zijn verlies zou moeten vinden in de vroegere winsten, zou het des te meer zijn voor den handelaar, den nijveraar, den aannemer die deze vergoeding kan vinden, niet alleen in de vroeger gemaakte winsten, maar nog in die welke hij zich thans kan verschaffen door andere verrichtingen aangenomen met inachtneming van de economische vereischten van het oogenblik. — Gesteld dat de verliezen, welke de concessiehouders zullen ondergaan ten gevolge van de voortzetting van het bedrijf mits de vroegere voorwaarden, onder de nieuwe economische omstandigheden, al of niet billijk kunnen vergoed worden door de vroegere winsten, blijft het toch zeker dat de talrijke concessiehouders liever hun kapitaal zullen redden, bijgevolg de voorkeur zullen geven aan het verbreken van hunne contracten en alzoo een onderbreking van den dienst zullen veroorzaken met al de zeer schadelijke gevolgen die daaruit voor het algemeen belang zullen voortvloeien. — Bijaldien sommige concessiehouders zouden verkiezen hun bedrijf voort te zetten, is het dan niet klaar dat de dienst er door zou lijden omdat deze concessiehouders niet in staat zouden zijn de noodige opofferingen te doen en de vereischte prikkel hun zou ontbreken om het bedrijf te onderhouden, te verbeteren, uit te breiden zooals het behoort? — De vroeger gemaakte winsten zullen overigens reeds uitgekeerd zijn; zij zullen uitbetaald geworden zijn aan aandeelhouders die wellicht de huidige aandeelhouders niet meer zijn; en hoe kan men er aan denken, de verliezen, ondergaan door het huidig kapitaal, te vergoeden door de winsten, die het vroegere kapitaal heeft verworven? De waarheid is, dat de opwerping uit een grove dwaling voortvloeit: de toeneming van lasten, waartegen de concessiehouder moet gewaarborgd worden, is een abnormale toeneming van lasten, welke ontsnapte aan de vooruitzichten die aan het contract ten grondslag dienden, die dit contract dus niet kon opleggen; en men zou deze abnormale toeneming van lasten opleggen aan den concessiehouder en hem tevens, zonder gegronde oorzaak, berooven van een recht

dat de concessieovereenkomsten hem behoorlijk hebben verleend, indien men hem mocht verplichten, zich te dekken door middel van al de winsten of van een deel der winsten welke hij krachtens het contract heeft verworven. De in gewonen tijd gemaakte winsten moeten, volgens den wil der partijen, de verliezen vergoeden, welke gedurende den zelfden tijd konden ondergaan zijn en waarvan men alleen de mogelijkheid heeft voorzien bij het vaststellen van de modaliteiten der overeenkomst; zij zijn niet bestemd om de uit den oorlog voortvloeiende buitengewone verliezen te vergoeden, waarvan de concessiehouder nooit het inzicht had den last op zich te nemen, en wel omdat hij de mogelijkheid ervan niet heeft voorzien; mocht men het tegenovergestelde aannemen, dan zou men de geheele leer van het onvoorziene, welke aan het ontwerp ten grondslag ligt, te gronde richten en de hoofdzakelijke regelen van het recht, van den gezonden zin en van de rechtvaardigheid, waarop zij zich beroept, miskennen: « overwegende, dat, » indien de rechter, om rekening te houden met de bezwarende gevolgen » voortvloeiende uit den abnormalen toestand, door den staat van oorlog » verwekt, welke gevolgen de redelijke verklaring der contracten toelaat ten » laste van den concessiehouder te leggen, al de feiten der zaak in aan- » merking nemen moet, hij geene vergelijking mag vaststellen tusschen de » winsten door dezen laatste gemaakt in normalen tijd, en de verliezen die » hij door den oorlog geleden heeft; dat inderdaad de concessiehouder, die » alleen, met uitsluiting van den concessiegever de financieele risico's van » den openbaren dienst op zich neemt en die het geheele tekort moet » bestrijden, indien een tekort zich voordoet buiten alle abnormale omstan- » digheden, anderzijds gerechtigd is om de winsten, verwezenlijkt onder » dezelfde voorwaarden, voorgoed te behouden, zonder dat een onder- » scheid dient te worden gemaakt tusschen de reeds uitgekeerde winsten » en die, welke als reserve werden behouden om te gemoet te komen » in de noodwendigheden van het bedrijf in de toekomst », — zoo luidt hieromtrent het arrest van den Raad van State in Frankrijk, datum dragende 11 April 1919, uitgesproken in zake de « Compagnie française d'Éclairage et de Chauffage par le gaz » tegen de stad Auxerre.

De niet-toepassing van de in artikel 1 van het ontwerp bepaalde grondregeling op de concessiecontracten en het vaststellen, wat deze betreft, van eene bijzondere regeling, zijn dus volkomen gewettigd.

Deze bijzondere regeling mag niet bestaan in de bevoegdheid, aan den rechter verleend, om de verbintenissen van den concessiehouder te schorsen. Buiten de redenen, die deze oplossing veroordeelen voor de algemeenheid der contracten, zou zij, in dit geval, rechtstreeks aandruischen tegen de noodzakelijkheid, de voortzetting van den vergunden dienst te verzekeren.

Die bijzondere regeling kan en moet bestaan in de toekenning, aan de concessiehouders, van het recht om eene tijdelijke verhooging te bekomen van de tarieven of tollén, door de concessiecontracten bepaald, voldoende om de uit den oorlog voortvloeiende lasten te kunnen bestrijden in de mate waarin deze lasten het maximum kunnen overschrijden van die welke konden voorzien worden, en waarvan de concessiehouders moeten worden geacht de risico's te hebben aanvaard bij het sluiten van het contract.

Die regeling werd door den Raad van State in Frankrijk toegepast op de vergunningen voor openbare verlichting, en door uwe Kamer, naar het voorstel van de Regceering, op de tramwegvergunningen.

Zij kan in zekere mate in verband gebracht worden met de wederzijdsche bedoeling van partijen, in ruimen zin verklaard, daar zij er toe strekt het contract, ten aanzien van den nieuwen toestand, te onderwerpen aan modaliteiten, waaraan de partijen het waarschijnlijk zouden hebben onderworpen, hadden zij kunnen voorzien wat er ging gebeuren.

Zij past zich tamelijk nauwkeurig aan bij den bijzonderen aard van het concessiecontract. Zooals M. de la Taste het onlangs zeer terecht deed opmerken in zijn werk « *La crise du gaz devant les conseils de préfecture* (Paris, Rousseau » et Cie, 1916; bl. 10), zijn er in het concessiecontract, uiteraard, twee » bestanddeelen : eerst en vooral de tekst die den openbaren dienst instelt » en inricht, die de werking ervan regelt in al zijn bijzonderheden, — bij » voorbeeld, in zake verlichting, de oprichting van de fabriek, de instelling » van de leiding, de hoedanigheid en de drukking van het gas, de uren » van levering, de prijs, — vervolgens de opdracht van het in bedrijf nemen » van den dienst gedaan aan den concessiehouder. » Het feit, dat het in bedrijf nemen van den dienst opgedragen is aan een concessiehouder, mag natuurlijk niet den samenhang noch de vereischen ervan wijzigen : de concessiehouder moet in juridisch, logisch en sociaal opzicht die onderneming voortzetten als zijnde in de rechten getreden van de concessieverleenende overheid, zooals deze ze zelf zou hebben voortgezet, indien de opdracht, welke de concessie meebrengt, niet had plaats gevonden. Welnu, het ligt in den aard der openbare diensten, die in concessie kunnen gegeven worden, dat de toll en rechten, waarvan zij de heffing bepalen, toereikend moeten zijn tot dekking van de lasten die daaraan verbonden zijn, met inbegrip van de vergelding van het daarin belegde kapitaal, en dat het bedrag van deze toll en rechten diensvolgens verhoogd moet worden wanneer deze lasten toenemen ; meest al de steden, die den dienst der openbare verlichting in bedrijf nemen, hebben dit erkend door den prijs van gas en electriciteit, sedert de nieuwe economische toestand is ontstaan en omdat hij zich voordeed, te verhoogen ; dit heeft ook de Staat erkend door de spoorwegtarieven te verhoogen. Te dien aanzien ware het eene echte tegenstrijdigheid, de geldigheid te erkennen van de verhooging der tarieven en toll en behorende tot een openbaren dienst in bedrijf genomen door de bevoegde overheid zelf, en ze te betwisten voor denzelfden openbaren dienst, in de plaats van die bevoegde overheid, en voor haar in bedrijf genomen door eenen concessiehouder, krachtens eene opdracht.

De weigering, aan den concessiehouder de verhooging toe te staan, die de bevoegde overheid niet zou nalaten in te voeren indien zij zelf met het bedrijf was belast, zou overigens geen voordeel bijbrengen voor de verbruikers, wel integendeel. De concessiehouder, in de onmogelijkheid gesteld zijne onderneming met verlies voort te zetten, zou van de concessie afzien ; het bestuur zou de zaak in bedrijf moeten nemen of de concessie opnieuw in aanbesteding aan een derde geven, tegen prijzen bepaald naar de nieuwe

economische toestanden; en deze prijzen zouden, in menig geval, hooger zijn dan die men redelijkerwijze aan den vroegeren concessiehouder had moeten toestaan, vermits door eigen bedrijf of door een nieuwen concessiehouder, zekere nieuwe inrichtingen zouden moeten tot stand gebracht worden, welke tegen de buitengewoon hooge prijzen van den dag zouden moeten betaald worden, terwijl de vroegere concessiehouder de bestaande, veel goedkoopere en gedeeltelijk afgeloste inrichtingen zou kunnen gebruikt hebben. Men werpe niet op, zooals reeds gedaan werd, dat, in geval van eigen bedrijf, de verhooging der tarieven ten goede zou komen aan de gemeenschap in plaats van aan den concessiehouder en zijne geldschieters. Men vergeet dat de tariefverhooging, die dient te worden verleend, bestemd is om de vermeerdering van buitengewone en onvoorziene lasten, voortvloeiende uit den oorlog, en bij gevolg verliezen, geheel of gedeeltelijk te dekken, en niet om winsten te bezorgen; indien de concessiehouder, nadat de tariefverhooging is toegestaan, er in gelukt winst te maken, zal deze uitsluitend voortvloeien uit het vrije spel der normale kansen van de onderneming, die hem door het concessiecontract waren overgelaten, waarvoor hij zijne kapitalen vastgelegd en zijne pogingen in 't werk gesteld heeft, en waarvan de winsten hem niet kunnen ontnomen worden.

Elk misverstand dient echter voorkomen te worden.

De redenen, die het recht van herziening billijken, moeten ook den omvang daarvan beperken.

Het is dus noodig dat de tarief- of tolverhoogingen niet begripen de vergoeding van al de nieuwe lasten, uit den oorlog voortvloeiende, doch enkel de vergoeding van het gedeelte dier lasten, dat het maximum zal overschrijden van wat men zal kunnen voorzien bij het sluiten van het contract :

« De openbare macht zal ten bate van den concessiehouder, hetzij door » hem vergoedingen toe te kennen, hetzij door zekere hem opgelegde verbin- » tenissen in te korten, hetzij door eenige andere regeling, moeten rekening » houden met de vermeerdering van lasten die het maximum der moeilijk- » heden of den maximum-omvang der economische schommelingen over- » schrijdt, en welke men kon voorzien bij het sluiten van het contract, » — zoo leest men in de besluitschriften van den Regeeringscommissaris Char- denet, die aan het arrest van den Raad van State in Frankrijk van 30 Maart 1916 vooraf gingen. « De openbare macht is gehouden dit te doen, vermits » de concessiehouder, boven het maximum der moeilijkheden die men kon » voorzien, niet verplicht zou zijn den dienst te verzekeren krachtens zijn » contract, wegens de gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan. Men » staat buiten het contract. De concessiehouder kan niet verplicht worden, » het hoofd te bieden aan bezwaren buiten het contract, tenzij de openbare » macht hem de middelen daartoe verschaft, tenzij zij zich belast met de » uitgave boven de grenzen, welke wij hebben aangeduid en uit eene eerlijke » verklaring van het contract voortvloeien. »

Anderzijds spreekt het vanzelf dat eene onvoorziene verhooging van lasten niet in aanmerking mag genomen worden, wanneer zij vergoed is door

buitengewone winsten die niet zouden gemaakt zijn indien de oorlog niet had plaats gehad.

De verhooging mag ten slotte slechts tijdelijk zijn; het is noodig dat zij slechts moge duren zoolang de nieuwe lasten bestaan, waarvan zij den concessiehouder moet vergoeden. « Kortom, verklaarde verder de Regeerings- » commissaris Chardenet, kortom, Mijne Heeren, de beginselen zijn voor » ons de volgende : Men staat tegenover lasten voortvloeiende uit gebeur- » tenissen, welke de handelende partijen niet konden voorzien en welke van » zoodanigen aard zijn dat tijdelijk, voorloopig, zoolang de gebeurtenissen, » die tot de nieuwe lasten aanleiding gegeven hebben, zullen duren, het » contract niet meer kan uitgevoerd worden onder de voorwaarden bepaald » bij het sluiten daarvan. De openbare dienst moet niettemin worden ver- » zekerd, het algemeen belang eischt dit, en het contract moet blijven » bestaan. De openbare macht, de concessiegever zullen de lasten moeten » dragen, die de werking van den openbaren dienst eischt, en die het » maximum overschrijden van wat men als mogelijk en redelijk vooruitzicht » kon aannemen, door eene eerlijke verklaring van het contract. »

Wat aangaat de vraag, aan wien dient te worden toegekend de macht om het bedrag der toll'en en tarieven, bepaald door de concessiecontracten, te herzien, het feit, dat de concessies, waartoe deze contracten behooren, van louter bestuurlijken aard zijn, het feit, dat de concessiecontracten modaliteiten van een openbaren dienst regelen, waarbij de uitvoerende macht uitsluitend bevoegd is, — het feit, dat zij aan de concessiehouders verplichtingen opleggen tegenover de openbare macht en het publiek zelf, hen verplichtend aanbiedingen te aanvaarden waarvan de eerste de beste kan gebruikmaken, — het feit, eindelijk, dat de tarief- of tolverhooging, met het oog op de mogelijke vermeerdering van de lasten der onderneming van een openbaren dienst, ten gevolge van den oorlog, en wel boven de mogelijke vooruitzichten bij het verleenen van de concessie, het onderzoek medebrenkt van zaken van uitsluitend technischen aard die aan de bevoegdheid der gewone rechters ontvallen, — dat alles heeft de Middenafdeeling aangezet, aan de Kamer voor te stellen, aan de Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden of aan de Regeering, naar gelang het geldt eene concessie toegestaan door eene gemeente of eene concessie toegestaan door eene provincie of door den Staat, het recht op te dragen om kennis te nemen van de aanvragen tot tarief- of tolverhooging, door de concessiehouders ingediend, en daaraan gevolg te geven, na den concessiehouder en de overheid die concessie verleent, te hebben gehoord en na de noodig geachte vakmannen te hebben geraadpleegd.

Buiten de verhooging der tarieven of toll'en, zou het kunnen billijk zijn, den duur te verlengen van sommige concessiën, bestemd om de werken te vergelden, door den concessiehouder voor rekening van den concessiegever uitgevoerd : zoo bijvoorbeeld die betreffende de uitkeering van een gedeelte der ontvangsten voortkomende van een spoorwegbedrijf, voor een zeker aantal jaren toegestaan aan den aannemer die dien spoorweg heeft aangelegd, ter betaling van zijne werken; de onderbreking van het vervoer gedurende

de Duitſche bezetting heeft den concessiehouders beroofd van vijf terugbetaalingsannuïteiten; zij heeft hem een gedeelte van den hem toekomenden prijs ontnomen; zij heeft het voorwerp van een gedeelte zijner schuldveroorzaking doen verdwijnen en dienvolgens vernietigd; het zou rechtvaardig blijken, den concessiehouders voor het verlies van zijn recht op vijf vergoedingen, welke gedurende de bezetting moeten vervallen schadeloos te stellen door het verleenen van het recht op vijf bijkomende annuïteiten welke op het einde der concessie zouden vervallen, wat zou overeenkomen met de verlenging van den duur daarvan met evenveel jaren.

De Middenafdeeling was echter van oordeel dat dit eene zaak is, welke buiten het bestek van het aan haar onderzoek onderworpen ontwerp valt.

Ook heeft zij niet gedacht een voorstel in dien zin te moeten opstellen.

f) In de Memorie van Toelichting wordt het recht, dat het ontwerp toekent aan den rechter om de door hem uitgesproken ontbinding afhankelijk te maken van bepaalde voorwaarden, met inachtneming van den aard van het contract, de gebeurlijke uitvoering daarvan en de gevolgen van deze uitvoering voor elke der partijen, gerechtvaardigd door deze bewoordingen: « De ontbinding van » eene overeenkomst, trouwens, geschiedt in beginsel met terugwerkende » kracht. Zij vernietigt den rechterlijken band. Voor eene ontbonden over- » eenkomst, welke geene uitvoering had ontvangen, kan dit gevolg geene » hindernis verwekken. Zij brengt daarentegen ernstige bezwaren met zich, » zoo deze overeenkomst reeds gedeeltelijk werd uitgevoerd. Anderzijds, is » het mogelijk dat de schuldenaar, tijdens den oorlog, een deel der door hem » verschuldigde verstrekkingen ten koste van zware offers heeft gedaan » Deze toestanden behooren tot die, welke wij in beschouwing hebben geno- » men, bij ons voorstel den rechter slechts het ontbinden van het contract » op bepaalde voorwaarden toe te laten. »

Daar het begrip der verbreking dit der ontbinding moet vervangen, kan er geen sprake zijn van terugwerkende kracht en dienvolgens van de noodzakelijkheid, voor den rechter, tusschen beide te komen om er vanaf te wijken. Doch, het kan gebeuren, dat betalingen werden gedaan op afrekening van den prijs eener levering voordat deze werd gedaan, en dat het rechtmatig kan zijn van de organieke voorschriften der betaling van het onverschuldigde af te wijken wat aangaat de modaliteiten hunner teruggave, de verschuldigde interesten of het bedrag der interesten, bij voorbeeld. Het is mogelijk dat het billijk zij den verkooper, die aan de verantwoordelijkheid van een abnormaal bezwarend geworden contract ontsnapt, te verplichten tot herstel van een gedeelte der schade, aan den koper veroorzaakt, door het verbreken van de overeenkomst,—bij voorbeeld ingeval de uitvoering der overeenkomst eene vertraging heeft ondergaan, welke te wijten is aan den verkooper of aan den aannemer, voordat de lasten zoo zwaar zijn geworden dat zij de verbreking van het contract wettigen. Dit werd door de Fransche wet in aanmerking genomen, wanneer zij den rechter machtigde de ontbinding, volgens de omstandigheden, uit te spreken met of zonder schadeloosstelling, doch met verplichting de schadeloosstelling te verminderen, zoo hij vaststelt dat, ten gevolge van den oorlogstoestand, het voordeel aanzienlijk grooter is

geweest dan wat de handelende partijen konden voorzien. Daarin moet de voorgestelde bepaling voorzien,— mits dit voorbehoud echter, dat de rechter slechts met een zeer groote omzichtigheid mag gebruik maken, van het hem alzoo erkende recht, rekening houdende met het feit, dat de overmacht, waaraan de omstandigheden die de ontbinding wettigen, zullen voortvloeien, in zichzelf elke aansprakelijkheid uitsluit, dat deze noodzakelijkerwijze eene fout veronderstelt vanwege hem die aansprakelijk is en een nadeel ten aanzien van hem, die er zich op beroept, en dat de redenen welke tot het aannemen der wet aanleiding hebben gegeven, er zich tegen verzetten dat men, in dezen gedachtengang, in aanmerking kunne nemen de omstandigheid dat de partij, welke de verbreking ondergaat, door deze zal beroofd worden van eene abnormale winst, vallende buiten de vooruitzichten onder dewelke het contract werd gesloten, en waarop hij dus redelijkerwijs, geene aanspraak had.

g) Er dient eindelijk nader te worden bepaald van welke voorwaarde het recht om de ontbinding uit te spreken of, bij voorkomend geval, om de door het ontwerp bedoelde contracten te herzien, moet afhankelijk gesteld worden.

Naar luid van het ontwerp, bestaat zij in het door den eischer tot ontbinding te leveren bewijs, dat de uitvoering van het contract op den overeengekomen tijd, voor dien eischer, wegens den oorlog, *lasten* zou medebrengen *welke bij de sluiting van het contract niet normaal konden worden voorzien*.

De bij het ontwerp voorziene verbreking zal dus kunnen gebillikt worden alleen door de vermeerdering, wegens den oorlog, van de lasten, m. a. w. van den kostenden prijs der uitkeeringen opgelegd door het contract dat een handelskarakter heeft, al ware het slechts ten aanzien van eene der partijen, en voor den bij de wet bepaalden tijdduur gesloten werd. De omstandigheid dat de verschuldigde uitkeering voortaan geen nut zou opleveren voor den schuldeischer zal krachteloos zijn. Hier zou het eene bijzonderheid gelden, welke zich zou hechten aan de beweeggronden der overeenkomst en niet aan hare strekking, en welke bijgevolg zou ontsnappen aan de toepassing der leer van het onvoorziene, die ten grondslag van het ontwerp ligt. En, behalve dat meestal de schuldeischer zou behooren zich vrij te maken van de lasten van het contract, bij welks uitvoering hij geen belang meer hebben zou, door het voordeel daarvan af te staan aan een derde of, bij voorkomend geval, het bij artikel 1794 van het Burgerlijk Wetboek aan den meester van het werk erkende recht uit te oefenen, ziet men in, welke bezwaren in de practijk, zouden kunnen opgeleverd worden door de toepassing van een regel krachtens welken een der partijen een contract zou kunnen doen verbreken, op grond dat de uitvoering daarvan haar niet meer de voordeelen zou kunnen verschaffen, waarop zij zou gerekend hebben bij het aangaan van het contract; men beseft hoe onrechtmatig het in vele gevallen zou zijn, de verbreking van de overeenkomst aan de wederpartij om dergelijke redenen op te leggen.

Opdat deze toeneming van lasten, ter oorzake van den oorlog, tot de aangewezen doeleinden kunne gelden, is het noodig dat zij ontsnapt zij

niet aan de wezenlijke vooruitzichten der partijen bij het sluiten van het contract, maar aan de mogelijke vooruitzichten vanwege verstandige personen welke de normale bekwaamheid bezitten om de omstandigheden te beoordeelen. — Evenals het aan den eischer niet zal toegelaten zijn in te brengen dat een natuurlijk lichtzinnige aard of een te groot optimisme hem belet hebben eene stijging van den kostenden prijs of van de dagloonen te voorzien, welke omstandigheden hadden moeten voorzien worden door een bezadigd en weldoordacht man, zoo zal het ook aan den verweerder niet toegelaten zijn in te roepen dat sommige bijzonder pessimistische geesten de mogelijkheid van de economische instorting, welke zich heeft verwezenlijkt, zouden voorzien hebben — wat moet in aanmerking komen, dat is de algemeene denkwijze, welke de normale vooruitzichten weerspiegelt. — In dit opzicht is de regel dezelfde als die, welke wordt uitgedrukt door artikel 1150 van het Burgerlijk Wetboek, waar het luidt : « De schuldenaar is slechts » gehouden tot vergoeding der schaden en verliezen, welke voorzien zijn of » *welke men heeft kunnen voorzien* tijdens het contract, als het niet door zijne » arglist is dat de verbintenis niet is uitgevoerd. » — De vaststelling van het werkelijk, persoonlijk vooruitzicht van de partij zou in 't algemeen onmogelijk zijn; het zou onrechtvaardig zijn de wederpartij te doen lijden, omdat hare medehandellende partij op buitengewone wijze weinig vooruitziende zou geweest zijn.

Niet de aard van de toeneming der lasten noch van hare oorzaak, maar wel hare belangrijkheid dient in aanmerking te worden genomen. Het behoort dat de lasten, welke die ook zijn, waartoe de uitvoering van het contract aanleiding zal geven wegens den oorlog, merklijk grooter zijn als het maximum van die, welke men mogelijkerwijze kon verwachten.

Voorzeker moet men uitgaan van het oogenblik der contractsluiting om te onderzoeken of het voorzien van de toeneming der lasten al of niet mogelijk is geweest, wanneer het geldt een contract gesloten hetzij vóór, hetzij na 1 Augustus 1914, dat nadien niet gewijzigd werd. — In het tegenovergestelde geval dient het oogenblik, waarop het contract werd gewijzigd, in aanmerking te komen.

Wat betreft het oogenblik, waarop de toeneming der aan de normale vooruitzichten ontsnappende lasten moet bestaan om verbreking te kunnen wet-tigen, dit moet blijkbaar dat oogenblik zijn, waarop de uitkeeringen moeten gedaan worden. — In dit opzicht bedoelt het ontwerp de uitvoering *op den overeengekomen tijd*. Deze formule, welke niet in de Fransche wet voorkomt, is gebrekkig. Talrijke contracten van de bedoelde soorten werden zonder bepaling van termijn gesloten. Onder de met bepaling van termijn gesloten contracten, die ontsnapten aan de toepassing van artikel 1657 van het Burgerlijk Wetboek of van de rechtspraak, krachtens welke het vervallen van den termijn, gesteld voor het leveren der goederen met onvaste prijzen, de ontbinding van den verkoop van rechtswege medebrengt, zijn er zeer weinige, waarvan de termijn onder den oorlog niet is vervallen. Voor al die contracten kan er geen spraak meer zijn van de uitvoering *op den overeengekomen tijd*. Inderdaad, deze formule past slechts voor de contracten op

zeer langen termijn, zooals dit het geval blijkt voor sommige contracten voor de levering van erts. Het behoort dus haar te doen wegvallen en hieromtrent eenvoudig tot de terminologie der Fransche wet terug te keeren.

Wat die contracten op zeer langen termijn betreft, spreekt het van zelf dat, zoo hunne uitvoering gedurende een zekeren tijd lasten mocht medebrengen, welke normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van het contract, de schuldenaar zich uit dien hoofde niet mag onttrekken aan de uitkeeringen die na het verstrijken van dien tijd vervallen, wanneer de economische toestand opnieuw normaal zal geworden-zijn. Bij het vervallen van elken termijn zal men de zaak opnieuw moeten onderzoeken en de verbintenis alleen dan verbreken wanneer het is vastgesteld dat hare uitvoering op dit oogenblik niet zou kunnen geschieden zonder buitengewone lasten te veroorzaken. — In strijd met wat men op het eerste gezicht zou kunnen gelooven, is de voorgestelde tekst niet in strijd met deze oplossing. Immers, men weet dat, volgens eene vaststaande rechtspraak, eene overeenkomst, die op verscheidene opeenvolgende leveringen betrekking heeft, evenveel verschillende verkoopen behelst als er leveringen te doen zijn. De verbreking van de overeenkomst, betreffende sommige dezer leveringen, kan dienvolgens niet hare verbreking behelzen ten aanzien van de overige. — De Middenafdeeling oordeelde echter dat men in dit opzicht elke dubbelzinnigheid diende te vermijden door na den tweeden volzin van artikel 1 van het ontwerp deze woorden op te nemen : *« Zijn er niet vorderbare uitkeeringen » onder de opeenvolgende uitkeeringen waaraan niet voldaan is, dan kan de » verbreking alleen uitgesproken worden voor die, welke reeds vervallen zijn, » met dien verstande dat de belanghebbenden zich betreffende al de overige of » een deel der overige voorzien, wanneer zij vorderbaar zullen geworden zijn ».*

De artikelen 3 en 6 van het ontwerp behooren tot de rechtspleging.

Naar het voorbeeld van de Fransche wet, vestigt en regelt artikel 3 eene poging tot vereeniging, hetgeen verstandig schijnt en tevens geschikt om goede uitslagen op te leveren, gelet op den aard der geschillen en op het belang dat de partijen er menigmaal zullen bij hebben, zich te verstaan op billijke grondslagen, met het doel aan hunne onderscheidenlijke nijverheidsbedrijven de noodige stoffen te verschaffen. — Het schijnt echter buitensporig, eene dergelijke poging op te leggen voor de gevallen, waarin de eisch tot verbreking behoort tot de bevoegdheid van den vrederechter : de magistraat, aangewezen om de vereeniging te beproeven, zal dezelfde zijn als die, welke gelast is bij voorkomend geval, over den grond der zaak uitspraak te doen. Men zou bijgevolg de rechtspleging onnoodig rekken, moest men de partijen verplichten desnoods tweemaal, voor dezelfde doeleinden, vóór hem te verschijnen. Zoodra de eisch voor hem is aangebracht, zal hij vooreerst pogen de partijen te vereenigen, en slaagt hij daarin niet, dan zal hij uitspraak doen. Zóó zal de zaak spoediger afgehandeld zijn en dat strookt, overigens, in elk geval beter met het bijzonder karakter van de zending des vrederechters, die, zooals de naam het aanduidt een verzoenend magistraat is. — Zóó dacht men er over in Frankrijk, waar de wet van 21 Januari 1918 de oproeping tot vereeniging slechts voorschrijft voor de eischen, waarvoor de burgerlijke of de handelsrechtbanken bevoegd zijn.

Men stelde de vraag, of de kennisneming der geschillen, welke uit de toepassing der wet zullen voortvloeien, niet diende te worden opgedragen aan bijzondere rechtbanken om te beletten dat de gewone rechtbanken zouden overlast zijn.

De Middenafdeeling was niet van die meening. De wet strekt er inderdaad niet toe, nieuwe oorzaken van geschil in 't leven te roepen, maar enkel de oplossing der geschillen, waartoe de toepassing van het gemeene recht mocht aanleiding gegeven hebben, te bepalen en bij gevolg te vergemakkelijken. De rechtsvorderingen, in te stellen op grond van de wet, zullen verdeeld worden over de drie klassen van burgerlijke rechtsmacht : de rechtbanken van eersten aanleg, de handelsrechtbanken en de vrederechters. De uitwijzing van deze processen zal afhangen van de verklaring van overeenkomsten en van de beoordeeling der bedoeling van beide partijen, welke punten bij de meest kiesche van het rechtersambt gerekend worden en waartoe eene rijpe ondervinding, enkel te vinden bij beroepsmagistraten, noodig is. De eisch tot verbreking van bedoelde contracten zal in menig geval voorkomen als een verweer tegen den eisch tot uitvoering uitgaande van de wederpartij, en het betaamt, dit spreekt van zelf, dat hij kunne behandeld worden door den rechter aangewezen om van dezen laatsten kennis te nemen.

Het blijft echter wel verstaan dat de voorschriften van loutere rechtspleging, waarover het gaat, de partijen niet zullen kunnen beletten, de uitspraak over eenen eisch tot verbreking, ingesteld op grond van de nieuwe wet, op te dragen aan een college van scheidsrechters, hetzij in het contract een scheidsrechterlijk beding voorkomt, dat hen ertoe verplicht, hetzij zij hebben gedacht zicht te moeten beroepen op scheidsrechters na het ontstaan van het geschil. Er zal dus terecht in dit geval geen sprake kunnen zijn van de toepassing der voorschriften van artikel 5 van het ontwerp.

Artikel 5 van het ontwerp luidt : *Elke eisch gegrond op deze wet is alleen dan ontvankelijk wanneer hij binnen zes maanden na dezer bekendmaking werd ingesteld.*

Deze bepaling is ten volle gebillijkt, wanneer de uitkeeringen, welke moeten gedaan worden, vorderbaar zijn.

Zij zou integendeel niet te billijken zijn voor de uitkeeringen die nog niet tot hun vervaldag gekomen zijn. Mocht men ze willen onderwerpen aan de toepassing van den regel, dan zou men ze werkelijk buiten het voordeel der wet sluiten, vermits het doen van de uitkeering, op het oogenblik dat dit geëischt wordt, lasten zal moeten medebrengen, die normaal niet konden worden voorzien bij het sluiten van het contract, opdat de verbreking kunne uitgesproken worden, en vermits het blijkbaar onmogelijk zal zijn binnen zes maanden na de bekendmaking der wet te weten wat er hieromtrent zal gebeuren bij het vervallen eener uitkeering, die twee, drie, zes, twaalf maanden na het verstrijken van dien termijn eischbaar is.

Men zal dus een onderscheid moeten maken en zeggen : « Elke eisch » grond op de voorgaande bepalingen is alleen dan ontvankelijk wanneer hij » werd ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet, » neer het geldt uitkeeringen die vóór deze bekendmaking vorderbaar zijn

» geworden, en binnen zes maanden na den dag waarop zij zijn vervallen, » in het tegenovergestelde geval. »

Artikel 7, ontleend evenals artikel 6 aan de Fransche wet en luidende « *Heeft eene overeenkomst, bij bovenstaand artikel 4 bedoeld, aanleiding gegeven tot eene rechterlijke eindbeslissing, waarbij verwezen wordt tot het doen van zekere uitkeeringen, dan zijn de bepalingen dezer wet slechts van toepassing op de nog niet gedane uitkeeringen* », maakt eindelijk op de kracht van het gewijsde een inbreuk, die in rechten moeilijk te rechtvaardigen is, doch die kan steunen op ernstige rechtvaardighedsredenen. — Het zou moeilijk geweest zijn, de afwijking van een zoo hoofdzakelijk beginsel, dat zoo nauw in verband staat met de openbare orde, te verscherpen door toe te laten dat men op eene reeds afgedane uitvoering zou terugkomen door middel hetzij, van teruggave, hetzij van vergoeding of van uitkeering.

Het ontwerp behelst ten slotte, in artikel 4, eene laatste bepaling betreffende de overeenkomsten gesloten met personen behorende tot vijandelijke landen : *De ontbinding der overeenkomsten afgesloten met onderhoorigen uit vijandelijke landen mag worden aangevraagd door al de Belgen en burgers uit de geallieerde, verbonden of neutrale landen.*

De ontbinding mag hetzij louter en eenvoudig uitgesproken worden hetzij op voorwaarden te bepalen door den rechter, waarbij deze rekening houdt met den aard van het contract en met deszelfs gebeurlijk gedane uitvoering.

Artikel 4 der Fransche wet luidt : « *De ontbinding der contracten, met » onderdanen van vijandelijke landen gesloten vóór den aanvang van » den staat van oorlog, kan worden vervolgd door elken Franschman, elken » beschermden Franschman en elken onderdaan van de geallieerde of » neutrale landen, of houder van eene toelating tot verblijf...* »

« Het is het streng logisch gevolg van de verantwoordelijkheid die ten laste van de vijandelijke Staten valt », verklaarde de Minister van Economische Zaken in de Memorie van Toelichting.

Deze bepaling is het gevolg van bedenkingen van gansch anderen aard als die, welke aan het wetsontwerp ten grondslag liggen.

De gedachte, waarvan zij uitgaat, onderstelt buitengewoon ingewikkelde vraagstukken, die een bijzonder en grondig onderzoek vergen, en misschien ook eene meer uitgediepte oplossing dan die, welke de wat al te eenvoudige formule van het ontwerp wil invoeren.

Laten wij slechts een voorbeeld aanhalen : wat dient er te worden gedaan in het geval van eene vennootschap tusschen een Duitscher en verscheidene Belgen, waarvan een der Belgische vennoten de ontbinding verlangt, terwijl de andere ze niet wil? Zal men de ontbinding moeten afhankelijk stellen van het akkoord tusschen de twee Belgische vennoten? Zal men ze moeten opleggen aan den Belg, die zich daartegen verzet, zelfs wanneer een zwaar verlies daaruit voor hem mocht voortvloeien tot grooter voordeel van den Belg, die vervolgt? Zal men eene tusschenoplossing moeten aannemen, krachtens welke de ontbinding zou toegelaten zijn mits zekere voorwaarden, zooals, bij voorbeeld, het vervangen van het kapitaal van den Duitscher, het innemen van zijne plaats door een derde dien de belanghebbende of, zoo zij het niet eens zijn, de rechter zou toelaten?

Daar is echter veel meer! Het lot der contracten, tusschen vijanden gesloten, maakt het onderwerp uit van eene lange reeks bepalingen in het Vredesverdrag (art. 299 tot 303 van het Verdrag en art. 1 tot 24 van de bijlage bij artikel 303). Deze bepalingen onderwerpen de contracten aan eene regeling verschillend van die door het ontwerp voorgesteld : waar het ontwerp zich bepaalt tot het toelaten van de verbreking op aanvraag van de beschermde partijen, wordt door de bepalingen van het Verdrag de nietigverklaring van rechtswege voorgeschreven. Door deze bepalingen worden echter voor deze oplossing, zekere beperkingen, zekere uitzonderingen voorzien, wat betreft sommige contracten ; de toepassing der maatregelen, die zij voorzien, onderwerpen zij aan talrijke modaliteiten : kortom, zij brengen een tamelijk ingewikkeld stelsel tot stand bestemd om in sommige opzichten te worden aangevuld door de inlandsche wetgeving der betrokken landen. Bijgevolg is het noodig, de in te voeren wet te doen overeenstemmen met die bepalingen, en dit vergt, het spreekt van zelf, eene bijzondere studie, die buiten het kader treedt van deze, die is voorafgegaan aan het opmaken van het ontwerp, waarover de Kamer te beraadslagen heeft.

Daarom was de Middenafdeeling van meening dat men de voorgestelde bepaling diende af te wijzen en het vraagstuk desaangaande op te lossen door eene bijzondere wet, waarvan de tekst zal opgemaakt worden wanneer men de bepalingen van het Vredesverdrag nauwkeurig zal kunnen onderzoeken en verklaren.

De Verslaggever

EUG. HANSSENS.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.



TEKST

door de Middenafdeeling voorgesteld

PROJET DE LOI

relatif à la résolution de certains contrats conclus avant la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment des causes de résolution prévues par la loi, le juge peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résolution des contrats ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef d'une des parties, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914 et qui obligent à des prestations successives ou simplement différées, s'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exécution de ces contrats, au temps convenu, entraîneraient pour les parties ou pour l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Cette résolution est prononcée, soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties.

ART. 2.

La demande de résolution ne peut être écartée par le seul motif qu'entre le 1^{er} août 1914 et la publication de la présente loi, les parties auraient, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement par elles ou par l'une d'elles.

WETSONTWERP

betreffende de ontbinding van zekere, vóór den oorlog gesloten contracten.

ARTIKEL EÉN.

Afgezien van de ontbindingsoorzaken voorzien bij de wet, mag de rechter, op eisch van eene van de partijen, de ontbinding uitspreken van contracten van commercieelen aard, al ware zulks maar het geval voor een der partijen, contracten welke werden afgesloten vóór den 1^{en} Augustus 1914 en welke verplichten tot opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde verstrekkingen, bijaldien er wordt vastgesteld dat de uitvoering van deze contracten op den bepaalden tijd, wegens den oorlog, lasten voor de of voor eene van de partijen zou medebrengen, welke normaal niet konden worden voorzien, toen het contract werd afgesloten. Deze ontbinding wordt, hetzij zuiver en eenvoudig, uitgesproken, hetzij op voorwaarden welke de rechter bepaalt, rekening houdende met den aard van het contract, met deszelfs mogelijk gedane uitvoering en met de gevolgen van deze uitvoering voor elke partij.

ART. 2.

De eisch tot ontbinding mag niet worden afgewezen, om de enkele reden dat tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en de afkondiging van onderhavige wet, de partijen, bij eene overeenkomst, de modaliteiten der door hen of door een hunner aanvankelijk afgesloten verbintenissen zouden hebben gewijzigd.

Texte amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER (Art. 1 et 2
du projet).

Indépendamment des causes de résolution ou de résiliation prévues par d'autres lois, le juge peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résiliation des contrats ayant un caractère commercial ne fût-ce que dans le chef d'une des parties *et autres que les contrats de louage de services, les baux à loyer ou à ferme et les contrats de concession*, qui ont été conclus avant le 1^{er} avril 1917 et qui obligent à des prestations successives ou simplement différées, s'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exécution de ces contrats entraînerait pour les parties, ou pour l'une d'elles, des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. *Dans le cas où les parties ont, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement par elles ou par l'une d'elles, la résiliation ne peut être prononcée que si la convention nouvelle a été conclue avant le 1^{er} avril 1917 et s'il est établi qu'en raison de la guerre l'exécution de ces engagements entraînerait pour le débiteur des charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion de la convention nouvelle.*

La résiliation est prononcée dans tous les cas, soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature

Tekst door de Middenafdeeling gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL (art. 1 en 2 van
het ontwerp).

Buiten de oorzaken van ontbinding of van verbreking, bij andere wetten voorzien, kan de rechter, op verzoek van eene der partijen, de *verbreking* uitspreken van de contracten hebbende een handelskarakter al ware het slechts ten aanzien van eene der partijen *en andere dan de contracten van dienstverhuring, de huis- of landhuuren en de contracten van concessie*, die vóór 1 April 1917 werden gesloten en tot opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde uitkeeringen verplichten, indien het bewezen is dat de uitvoering van die contracten aan de partijen of aan eene dezer, wegens den oorlog, lasten zou opleggen, welke normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van het contract. *Hebben partijen de wijzen van de verbintenissen, welke door haar of door een harer eerst aangegaan werden, door eene nieuwe overeenkomst gewijzigd, dan kan de verbreking alleen dan uitgesproken worden wanneer de nieuwe overeenkomst vóór 1 April 1917 werd gesloten en wanneer het is bewezen dat de uitvoering dier verbintenissen aan den schuldenaar, wegens den oorlog, lasten zou opleggen, welke normaal niet konden voorzien worden bij het sluiten van de nieuwe overeenkomst.*

In elk geval wordt de *verbreking* uitgesproken hetzij zonder eenige voorwaarde, hetzij mits voorwaarden, welke de rechter bepaalt met inacht-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 3.

Aucune demande de résolution, fondée sur la disposition précédente, n'est reçue devant le tribunal compétent qu'après une tentative de conciliation à l'initiative du demandeur en résolution.

A cet effet, ce demandeur présente au tribunal une requête exposant sa demande : sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le juge de paix ou, si le tribunal compétent est le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce, le président de ce tribunal ou un juge délégué par lui, appelle les parties par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

La comparution des parties ne peut être fixée par le juge à une date postérieure de plus d'un mois au dépôt de la requête.

Devant ce magistrat, les parties comparaissent personnellement ou,

ART. 3.

Geen eisch tot ontbinding, gegrond op voorgaande schikking, wordt ontvangen vóór de bevoegde rechtbank dan na eene poging tot vergelijk, uitgaande van den persoon die de ontbinding aanvraagt.

De eischer dient te dien einde een verzoekschrift bij de rechtbank in, waarin hij zijnen eisch uiteenzet : na kennisneming van dit verzoekschrift en binnen de acht dagen volgende op de indiening ervan, roept de vrederechter of, indien de rechtbank van eersten aanleg of de handelsrechtbank de bevoegde rechtbank is, de voorzitter dezer rechtbank of een door dezen gemachtigde rechter de partijen op, bij eene waarschuwing op ongezegeld papier, verzonden onder ter poste aangeteekenden omslag, minstens vijftien dagen op voorhand.

De verschijning der partijen mag door den rechter niet later dan één maand na de indiening van het verzoekschrift worden vastgesteld.

De partijen verschijnen persoonlijk vóór dezen magistraat, of zoo

Texte amendé par la Section centrale.

du contrat, de l'exécution qui en a été faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties. Si parmi les prestations successives non exécutées, il en est qui ne sont pas exigibles, la résiliation pourra ne porter que sur celles venues à échéance, sauf aux intéressés à se pourvoir relativement à tout ou partie des autres, lorsqu'elles seront devenues exigibles.

ART. 2. (ART. 3 du projet.)

Aucune demande de résiliation fondée sur la disposition précédente, n'est reçue devant un tribunal de première instance ou devant un tribunal de commerce, qu'après une tentative de conciliation à l'initiative du demandeur en résiliation.

A cet effet, ce demandeur présente au tribunal une requête exposant sa demande : sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le président du tribunal ou un juge délégué par lui, appelle les parties par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

La comparution des parties ne peut être fixée par le juge à une date postérieure de plus d'un mois au dépôt de la requête.

Devant ce magistrat, les parties comparaissent personnellement ou,

Tekst door de Middenafdeeling gewijzigd.

neming van den aard van het contract, van de uitvoering, die daarvan geschiedde, en van de gevolgen dier uitvoering voor elke partij. Zijn er niet vorderbare uitkeeringen onder de opeenvolgende uitkeeringen waaraan niet voldaan is, dan kan de verbreking alleen uitgesproken worden voor die, welke vervallen zijn, met dien verstande dat de belanghebbenden zich betreffende al de overige of een deel der overige voorzien, wanneer zij vorderbaar zullen geworden zijn.

ART. 2 (art. 3 van het ontwerp).

Geen eisch tot verbreking, op de voorgaande bepaling gegrond, is voor eene rechtbank van eersten aanleg of voor eene handelsrechtbank ontvankelijk, tenzij na eene poging tot vereeniging uitgaande van hem die den eisch tot verbreking indient.

Deze eischer dient daartoe een verzoekschrift bij de rechtbank in, waarin hij zijnen eisch uiteenzet : na kennisneming van dit verzoekschrift en binnen acht dagen na de indiening ervan, roept de voorzitter der rechtbank of een door dezen gemachtigde rechter de partijen op, door middel van eene waarschuwing op ongezegeld papier, ten minste vijftien dagen vooraf verzonden onder ter post aangeeteekenden omslag.

De verschijning der partijen mag door den rechter niet later dan ééne maand na de indiening van het verzoekschrift worden vastgesteld.

Voor dezen rechter verschijnen partijen persoonlijk of, zoo zij om bil-

Projet de loi.

en cas d'empêchement justifié, par un mandataire; elles peuvent être assistées par un avocat.

Il est dressé procès-verbal des résultats de cette tentative. Si un accord intervient, le procès-verbal ne constate les conditions de cet accord que sur la demande de l'une des parties; dans ce cas, l'expédition du procès-verbal est revêtue de la formule exécutoire.

La requête prévue à l'alinéa 2 ci-dessus produit les effets de la citation en justice, pour autant qu'à défaut de conciliation, l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant l'impossibilité de concilier les parties.

ART. 4.

La résolution des conventions conclues avec les ressortissants des pays ennemis peut être demandée par tous les Belges et nationaux des pays alliés, associés ou neutres.

La résolution peut être prononcée soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat et de l'exécution qui a pu en être faite.

ART. 5.

Toute demande fondée sur la présente loi n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de celle-ci.

Wetsontwerp.

zij om billijke reden belet zijn, door eenen gevolmachtigde; zij mogen door een advokaat worden bijgestaan.

Er wordt een proces-verbaal van de uitslagen dezer poging opgemaakt. Zoo het tot een vergelijk komt, geeft het proces-verbaal slechts op verzoek van een der partijen melding van de voorwaarden van dit vergelijk; in dit geval wordt de uitgifte van het proces-verbaal bekleed met het voorschrift van uitvoerbaarheid.

Het verzoekschrift voorzien bij bovenstaand alinea 2 brengt de uitwerkselen voor van de dagvaarding voor de rechtbank, in zoover de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank, bij gemis aan vergelijk gegeven zij binnen de maand volgende op den datum van het proces-verbaal, dat de onmogelijkheid van de onderlinge bevrediging der partijen constateert.

ART. 4.

De ontbinding der overeenkomsten afgesloten met onderhoorigen uit vijandelijke landen mag worden aangevraagd door al de Belgen en burgers uit de geallieerde, verbonden of neutrale landen.

De ontbinding mag hetzij louter en eenvoudig uitgesproken worden hetzij op voorwaarden te bepalen door den rechter, waarbij deze rekening houdt met den aard van het contract en met deszelfs gebeurlijk gedane uitvoering.

ART. 5.

Alle eisch gegrond op onderhavige wet is slechts dan ontvankelijk wanneer hij ingediend is binnen de zes maand, volgende op dezer afkondiging.

Texte amendé par la Section centrale.

en cas d'empêchement justifié, par un mandataire; elles peuvent être assistées par un avocat.

Il est dressé procès-verbal des résultats de cette tentative. Si un accord intervient, le procès-verbal ne constate les conditions de cet accord que sur la demande de l'une des parties; dans ce cas, l'expédition du procès-verbal est revêtue de la formule exécutoire.

La requête prévue à l'alinéa 2 ci-dessus produit les effets de la citation en justice, pour autant qu'à défaut de conciliation, l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant l'impossibilité de concilier les parties.

ART. 4 (du projet).

(A supprimer.)

ART. 3 (art. 5 du projet).

Toute demande fondée sur les dispositions qui précèdent, n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de la présente loi.

Tekst door de Middenafdeeling gewijzigd.

lijke redenen belet zijn, door eenen lasthebber; zij mogen door eenen advocaat worden bijgestaan.

Er wordt proces-verbaal van de uitslagen dier poging opgemaakt. Wordt er een vergelijk getroffen, dan vermeldt het proces-verbaal de voorwaarden van dit vergelijk slechts op verzoek van een der partijen; in dit geval wordt het afschrift van het proces-verbaal bekleed met het formulier van tenuitvoerlegging.

Het verzoekschrift, voorzien bij bovenstaand lid 2, heeft dezelfde gevolgen als de dagvaarding voor de rechtbank, in zoover de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank, bij gebreke aan vereeniging, gegeven zij binnen eene maand na den datum van het proces-verbaal, dat de onmogelijkheid om partijen te vereenigen vaststelt.

ART. 4 (van het wetontwerp.)

(Te doen wegvallen.)

ART. 3 (art. 5 van het ontwerp).

Elke eisch gegrond op de voorgaande bepalingen is alleen dan ontvankelijk wanneer hij binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet werd ingesteld.

Projet de loi.
—Wetsontwerp.
—

ART. 6.

Lorsqu'une demande fondée sur la présente loi est portée devant le tribunal de première instance, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 7.

Si une convention visée par l'article 1 ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées.

ART. 6.

Wanneer een op onderhavige wet gegronde eisch voor de rechtbank van eersten aanleg wordt gebracht, dan wordt hij onderzocht en beoordeeld als bij zaken van korte behandeling.

ART. 7.

Zoo eene bij bovenstaand artikel 1 bedoelde overeenkomst de aanleiding is geweest van een rechterlijk eindvonnis, waarbij verwezen wordt tot de uitvoering van zekere verstrekkingen, zijn de beschikkingen van onderhavige wet slechts op de nog niet gedane verstrekkingen toepasselijk.

Texte amendé par la Section centrale.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de prestations devenues exigibles après cette publication, ce délai ne commence à courir que le jour où ces prestations viennent à échéance.

ART. 4. (art 6 du projet).

Lorsqu'une demande fondée sur la présente loi est portée devant le tribunal de première instance, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 5 (art. 7 du projet).

Si une convention visée par l'article premier ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées.

ART. 6 (nouveau).

Tous concessionnaires de service public autres que les concessionnaires de tramways, fondés à se prévaloir de la loi du..., peuvent obtenir une majoration momentanée des taux de péages autorisés par le cahier des charges régissant leurs entreprises, lorsqu'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exploitation du service concédé entraîne des charges dépassant celles qui pouvaient normalement être prévues au moment de l'octroi de la concession ou de la conclusion d'un accord modificatif de ses modalités, sans que cet accroissement de charges soit compensé par un surcroît de profits déterminé par la guerre.

Tekst door de Middenafdeeling gewijzigd.

Echter, wanneer het geldt uitkeeringen, die na deze bekendmaking vorderbaar zijn geworden, vangt die tijdsruimte slechts aan vanaf den dag, waarop die uitkeeringen vervallen.

ART. 4 (art. 6 van het ontwerp).

Wanneer een op deze wet ge-gronde eisch voor de rechtbank van eersten aanleg is aangebracht, wordt hij berecht en gevonnist zooals in zake van korte behandeling.

ART. 5 (art. 7 van het ontwerp).

Heeft eene overeenkomst, bij bovenstaand artikel 1 bedoeld, aanleiding gegeven tot eene rechterlijke eindbeslissing, waarbij verwezen wordt tot het doen van zekere uitkeeringen, dan zijn de bepalingen dezer wet slechts van toepassing op de nog niet gedane uitkeeringen.

ART. 6 (nieuw).

Elke concessiehouder van een openbaren dienst, andere dan de concessiehouders van tramwegen, gerechtigd om zich op de wet van... te beroepen kan eene tijdelijke verhooging bekomen van de tolgelden, toegelaten door het lastkohier betreffende hunne ondernemingen, wanneer het is bewezen dat, wegens den oorlog, het bedrijf van den in concessie gegeven dienst aanleiding geeft tot hoogere lasten dan die, welke normaal konden voorzien worden bij het verleenen van de concessie of bij het sluiten van eene overeenkomst tot wijziging van hare bedingen, zonder dat die vermeerdering van lasten vergoed wordt

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—



Texte amendé par la Section centrale.

Il sera statué sur leurs demandes, le concessionnaire et, le cas échéant, l'autorité concédante entendus, après avoir eu recours à tels concours techniques que de conseil, par le Gouvernement ou par la Députation permanente du Conseil provincial compétent eu égard au domicile ou au siège du concessionnaire, selon que la concession aura été consentie soit par l'État, soit par la Province, ou qu'elle l'aura été par une commune.

Les décisions de la Députation permanente peuvent faire l'objet d'un recours au Roi dans les trente jours de la notification à l'intéressé.

Tekst door de middenafdeeling gewijzigd.

door eene verhooging van winsten voortvloeiende uit den oorlog.

Op hunne aanvragen wordt, nadat de concessiehouder en, bij voorkomend geval, de concessiegever zijn gehoord en de noodig geachte vakmannen zijn geraadpleegd, uitspraak gedaan door den Gouverneur of door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, die is bevoegd naar de woonplaats of den zetel van den concessiehouder, naar gelang de concessie werd verleend hetzij door den Staat, hetzij door de Provincie, ofwel door eene gemeente.

Van de beslissingen der Bestendige Deputatie kan in beroep worden gegaan bij den Koning binnen dertig dagen na de beteekening aan den belanghebbende.

